

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR LE
RÉGIME LÉGAL
DES
SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Vendredi 29 Novembre 1901,
à trois heures et demie de l'après-midi.*

PAR

PAUL DÉCAUDIN
AVOCAT

JURY D'EXAMEN :

MM. DEBRAY, Professeur, Président de la Thèse.
RENÉ WORMS, Agrégé.
ASTOUL, Agrégé.

LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL, RUE NATIONALE, 77

1901

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR LE
RÉGIME LÉGAL
DES
SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Vendredi 29 Novembre 1901,
à trois heures et demie de l'après-midi.*

PAR

PAUL DÉCAUDIN

AVOCAT

JURY D'EXAMEN :

MM. DEBRAY, Professeur, Président de la Thèse.

RENÉ WORMS, Agrégé.

ASTOUL, Agrégé.



LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL, RUE NATIONALE, 77

—
1901

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1901-1902

DOYEN

M. Edmond VILLEY (*, I. *), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS

MM. DANJON (I. *), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. *), professeur d'*Économie politique*, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé* et de *Législation financière*.

LAISNÉ DES HAYES (O, A. *), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*, I. O, C. ✕, G. O. ✕, C. I. C. ✕, O. ✕, L. ✕), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. O), professeur de *Droit civil* (député du Calvados), ancien Ministre de la Justice.

CABOUAT (I. O), professeur de *Droit international public et privé*, et de *Législation industrielle*.

Ambroise COLIN (I. O), professeur de *Droit civil*, agrégé à la Faculté de Droit de Paris.

BIVILLE (A. O), professeur de *Procédure civile*, et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY, professeur de *Droit romain* et chargé des cours d'*Histoire du Droit français* et de *Pandectes*.

AGRÉGÉS

MM. René WORMS (I. O, ✕, C. ✕), chargé des cours d'*Économie politique* et d'*Histoire des Doctrines économiques*.

LE FUR, chargé des cours de *Droit administratif* et d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit romain*, et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel* et du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

SECRÉTAIRE

M. GILLET (I. O), secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE

—

A MA MÈRE

—

A MON FRÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- Almanach de la Coopération*, 1901.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — De la Société, 1898.
- BÉDARRIDE. — Commentaire de la loi du 24 juillet 1867, tome II.
Paris, Thorin, 1871.
- CAUWÈS. — Cours d'économie politique, tome III. Paris,
Larose, 1893.
- DALLOZ. — Supplément au Répertoire, v^o Société.
- GIDE (Charles). — La coopération. Paris, Larose, 1900.
— Principes d'économie politique. Larose, 1900.
- GUILLERY. — Des sociétés commerciales en Belgique. 2 vol.
2^e édit., Marescq, Paris, 1882.
- GUILLOUARD. — De la Société.
- HOUPIN. — Traité des sociétés civiles et commerciales, tome II.
Paris, Larose, 1895.
- HUBERT-VALLEROUX. — Les sociétés coopératives en France
et à l'étranger.
— Les associations ouvrières et les associations patronales.
— Le projet de loi sur les sociétés coopératives. (*Écono-
miste français*, 13 juin 1896.)
— Une intéressante question de légalité à propos des
sociétés coopératives. (*Revue des Sociétés*, 1897, p. 316.)
- LAUZEL. — Manuel du coopérateur socialiste. Paris, Bellais, 1900.
- LECAISNE. — Étude juridique des sociétés coopératives de
consommation. Paris, Société d'éditions scientifiques, 1898.

- LEROY-BEAULIEU (Paul). — Traité théorique et pratique d'économie politique, tome II. Paris, Guillaumin, 1896.
- Les associations ouvrières de consommation. (*Économiste français*, 20 juin 1885.)
- De la nécessité de modifier l'organisation du commerce intérieur. (*Économiste français*, 15 mai 1886.)
- LESCOEUR. — Essai historique et critique sur la législation des sociétés commerciales en France et à l'étranger. Paris, Marescq, 1877.
- LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de droit commercial, tome II.
- MICHEL. — Associations coopératives et patentes. (*Économiste français*, 27 novembre 1897.)
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil, tome II.
- PONT (Paul). — Traité des sociétés commerciales, 1880.
- RIVIÈRE. — Commentaire de la loi du 24 juillet 1867. Marescq, 1868.
- ROUSSEAU. — Des sociétés commerciales françaises et étrangères.
- RUBEN DE COUDER. — Dictionnaire de droit commercial, v^o Société.
- THALLER. — Traité élémentaire de droit commercial, 2^e éd., 1900.
- TREMEREL. — Des sociétés coopératives de consommation à l'étranger et en France. Paris, Giard, 1894.
- TRIPPIER. — Commentaire de la législation particulière aux sociétés à capital variable. Paris, Retaux, 1867.
- VAVASSEUR. — Traité des sociétés civiles et commerciales, 4^e éd., Marchal et Billard, 1892.
- WILHELM. — Les sociétés coopératives de consommation. (*Économiste français*, 3 mars 1900.)
-

INTRODUCTION

On a beaucoup écrit pour et contre les Sociétés coopératives de consommation. Certains voient dans la coopérative le principe d'une transformation radicale de la société. C'est la thèse soutenue par une école sociale récente, qui a beaucoup fait parler d'elle : l'école solidariste ou école de Nîmes. « La coopérative, écrit le plus illustre de ses représentants, est pour nous, non pas simplement une institution destinée à améliorer le sort des salariés, en leur permettant de dépenser un peu moins ou de gagner un peu plus, mais destinée à transformer complètement et même à éliminer graduellement le salariat lui-même, en donnant aux travailleurs la propriété des instruments de production et à supprimer les intermédiaires, y compris l'entrepre-

neur (1). » Ailleurs, le même auteur s'exprime de la façon suivante : « Permettez-moi de résumer une dernière fois le véritable but de la coopération : elle doit servir à modifier pacifiquement, mais radicalement, le régime économique actuel, en faisant passer la possession des instruments de production et avec elle la suprématie économique, des mains des producteurs qui les détiennent aujourd'hui, entre les mains des consommateurs (2). »

Pour l'école nouvelle, « la coopération apparaît comme un instrument de palingénésie sociale, comme une étoile » ; en elle réside je ne sais quelle force mystique qui doit transformer et comme régénérer notre société moderne.

Exaltées par leurs partisans dans les termes que nous venons d'entendre, les sociétés coopératives de consommation ont trouvé d'irréductibles adversaires dans les petits commerçants. Ceux-ci leur reprochent de tendre à la suppression des classes moyennes et de préparer, inconsciemment peut-être, l'avènement d'un régime collectiviste. Ils attaquent également avec une très grande vigueur l'exemption de la

(1) Charles GIDE. — *Le mouvement coopératif en France*, Revue d'économie politique, janvier 1893, p. 17.

(2) *De la coopération et des transformations qu'elle est appelée à réaliser dans l'ordre économique.* — Conférence faite à la séance d'ouverture du congrès des sociétés coopératives (1889) et reproduite dans *La Coopération*, du même auteur, p. 105.

patente dont bénéficient les sociétés coopératives, et pour propager leurs idées, ils ont entrepris depuis quelque temps toute une campagne d'agitation par les conférences, par la presse, qui n'a pas été sans trouver un certain écho auprès des pouvoirs publics.

Nous n'avons nullement l'intention de rouvrir dans les pages qui vont suivre, une discussion où tout semble avoir été dit de part et d'autre. Nous n'aurions d'ailleurs nulle qualité pour le faire avec quelque autorité, et par conséquent avec quelque utilité. Nous nous proposons simplement d'étudier les sociétés coopératives de consommation au point de vue de leur nature juridique.

Chose curieuse, les sociétés coopératives de consommation qui, ainsi que nous le verrons dans un instant, ont pris en France à l'heure présente un développement considérable, semblent avoir été ignorées de nos lois et de nos codes. Nulle part ceux-ci ne prononcent le nom ni de « coopération » ni de « sociétés coopératives ». Est-ce à dire que les sociétés coopératives vivent en dehors de notre droit ? Il n'en est rien. Si muettes qu'elles paraissent sur ces sociétés, nous verrons que nos lois ne les ont point en réalité passées sous silence ; il est même dans la loi de 1867 un titre entier, le titre troisième, qui, sous le nom de « Sociétés à capital variable », vise principalement sinon exclusivement les sociétés coopératives. Mais l'intervention de cette loi même

de 1867 a soulevé bien des controverses. D'autre part, certains de ses articles ont été critiqués comme imposant aux coopératives un régime trop sévère ; un projet de loi modifiant la loi de 1867, a été déposé à la Chambre en 1888 et a fait pendant plusieurs années l'objet de discussions très vives devant nos deux Assemblées législatives ; enfin les besoins de la pratique ont fait naître une série de questions nouvelles sur lesquelles la jurisprudence a été appelée à se prononcer.

Pour toutes ces raisons, il n'est peut-être pas inutile de tenter une nouvelle étude du caractère juridique des sociétés coopératives. C'est cette étude que nous nous sommes proposée. Nous avons cru bien faire de la restreindre aux sociétés coopératives de consommation. Ce sont, de toutes les sociétés coopératives, celles dont la nature est la plus controversée entre jurisconsultes, ce sont aussi — en France du moins — les plus nombreuses et celles qui paraissent appelées à prendre un plus grand développement. Notre plan sera très simple : après un rapide aperçu de l'histoire des sociétés de consommation dans notre pays, nous nous demanderons ce qu'il faut entendre par « coopération », « société coopérative », « sociétés coopératives de consommation ». Puis nous rechercherons si la société coopérative de consommation n'est, comme certains le prétendent, qu'une association ou —

comme nous le croyons plutôt — une véritable société ; nous examinerons si c'est une société civile ou une société commerciale. Nous aborderons ensuite l'étude du régime légal des coopératives, examinant successivement la condition faite à ces sociétés avant la loi de 1867 et depuis cette loi, ainsi que les projets de réforme discutés à la Chambre et au Sénat, pendant ces dernières années.

Il ne nous restera plus qu'à dire quelques mots du régime fiscal des coopératives de consommation.

On le voit, nous avons envisagé exclusivement dans les coopératives le côté juridique, mais nous n'avons pas cru qu'il nous fût interdit de rechercher dans les considérations économiques qui ont inspiré au législateur telle ou telle disposition légale, le sens véritable et la portée de ces dispositions. Nous avons fait aussi de fréquents emprunts aux travaux préparatoires de la loi de 1867.

Qu'on nous permette d'ajouter en terminant que n'étant de parti pris, ni parmi les défenseurs, ni parmi les détracteurs des coopératives, nous ne nous sommes laissé guider dans notre étude que par des considérations d'ordre juridique. L'impartialité de nos conclusions sera le seul mérite auquel — à défaut d'autre — nous prétendons.

CHAPITRE I

Aperçu historique sur le développement des sociétés de consommation en France.

Quatre dates marquent, ainsi que le fait remarquer M. Ch. Gide (1), les étapes du mouvement coopératif en France.

La première poussée coopérative, la plus forte, est celle qui coïncide avec la Révolution de 1848. Elle s'est manifestée uniquement sous la forme de sociétés coopératives de production. Les efforts faits par le gouvernement d'alors (près de 3 millions de

(1) Ch. GIDE. — *Le mouvement coopératif en France*. Revue d'Économie politique, février 1893.

subventions) pour soutenir ces sociétés, leur triste fin, sont trop connus pour que nous ayons à les raconter.

La seconde se produisit vers 1863. C'était au lendemain de l'Exposition universelle de Londres de 1862. Les délégués français, envoyés à cette exposition, en revinrent si impressionnés des résultats obtenus par leurs camarades anglais, qu'ils décidèrent aussitôt la création de sociétés coopératives. Le gouvernement impérial, qui affectait alors une grande sollicitude pour tous les intérêts de la classe ouvrière, s'empressa de témoigner sa sympathie aux sociétés nouvelles par des subventions multiples. L'opposition, jalouse de l'influence que le gouvernement cherchait à se conquérir, entreprit une campagne parallèle. De tous côtés se créèrent des banques pour commanditer les coopératives et escompter leur papier. Mais le mouvement ne réussit pas plus que celui de 1848 et de toutes les sociétés créées alors, seules quelques coopératives de consommation survivent aujourd'hui, telles que la Boulangerie de la flotte (île de Ré), la plus ancienne boulangerie coopérative française, la Société du 18^e arrondissement de Paris, la *Revendication* de Puteaux, la Société coopérative d'Anzin.

Une nouvelle poussée coopérative se produisit vers 1876-1877, lors de la réunion des premiers congrès ouvriers de Paris et de Lyon. Le parti socialiste

était alors dirigé par des chefs sympathiques aux idées de coopération et de mutualité. « A l'unanimité, disait au congrès de Paris le rapporteur de la 6^e commission, votre commission s'est prononcée en faveur de l'association coopérative, comme moyen d'affranchissement du travail et de suppression du paupérisme. » Et l'année suivante, le congrès de Lyon s'exprimait de la même façon : « Considérant que le salariat n'est qu'un état transitoire entre le servage et un état innommé, les chambres syndicales *devront mettre tout en œuvre* pour l'établissement des sociétés générales de crédit, de consommation et de production. » Mais ce programme n'eut pas le temps d'être réalisé. En 1879, au congrès de Marseille, la fraction collectiviste du parti socialiste réussissait à conquérir la majorité et faisant acclamer le programme collectiviste, interdisait à ses membres toute propagande en faveur des doctrines coopératives. « Considérant que les sociétés de production ou de consommation, ne pouvant améliorer le sort que d'un petit nombre de privilégiés, ne peuvent aucunement être considérées comme des moyens assez puissants pour arriver à l'émancipation du prolétariat, etc... » Nous verrons dans un instant que si M. Jules Guesde et les doctrinaires du parti socialiste conservent vis à vis de la coopération la même attitude dédaigneuse, les politiciens socialistes, au contraire, — même dans les milieux collectivistes — se servent depuis

plusieurs années des coopératives de consommation comme d'un puissant instrument pour propager leurs idées.

Le mouvement coopératif est entré dans une dernière phase en 1883. C'est de Nîmes que l'impulsion est partie. Un groupe d'hommes actifs et très dévoués, au premier rang desquels il faut citer M. Charles Gide et son ami M. de Boyve, entreprit de répandre les idées de coopération dans les masses populaires. Une première Société fut fondée sous le nom de « la Solidarité ». Deux autres vinrent bientôt s'y joindre, et peu à peu se formait à Nîmes un centre coopératif très vivant. Pour initier les coopérateurs aux questions sociales, on créait une société d'économie populaire aux réunions de laquelle on conviait les plus illustres champions du mouvement coopératif, français ou étrangers. Telle est l'origine de « l'école de Nîmes ».

En 1885, les coopérateurs nîmois songèrent à créer un lien entre toutes les sociétés coopératives de consommation existant en France, et les convoquèrent à un Congrès qui devait se tenir à Paris les 14, 15 et 16 juillet. 85 associations répondirent à leur appel. La formation d'une fédération fut décidée, ainsi que la création d'un magasin de gros, à l'instar des *Wholesales* anglais. Malheureusement, ce magasin de gros fit d'assez médiocres affaires et ne tarda pas à disparaître. 269 sociétés sont actuellement

affiliées à la Fédération. M. Gide se plaint que toutes ne fassent pas preuve d'un suffisant esprit de solidarité et déplore notamment que la Fédération se soit vue obligée d'abaisser à cinq centimes la cotisation primitivement fixée à dix centimes par membre et par an. La Fédération tient chaque année son Congrès dans une des principales villes de France : ses réunions ont été présidées par des personnalités de marque comme MM. Gide, Frédéric Passy, Siegfried, Doumer. Le dernier Congrès s'est tenu à Paris, pendant l'Exposition, les 15, 16 et 17 juillet 1900, sous la présidence de M. Gide, et en présence de nombreux délégués étrangers.

En même temps, la coopération trouvait dans le parti socialiste de nouvelles recrues. Celui-ci, séduit par l'exemple des coopératives belges et comprenant tout le profit qu'il pourrait tirer pour son action politique d'une organisation qui lui procurerait à la fois des ressources pécuniaires et un facile moyen d'influence sur les électeurs, entreprit de créer partout des coopératives de consommation. Citons seulement parmi les principales : l'Avenir de Plaisance du XIV^e arrondissement, l'Alliance du XVIII^e arrondissement de Paris, la boulangerie coopérative la Paix de Roubaix et la coopérative l'Union de Lille. Presque toutes sont conçues sur le même modèle. Elles mettent généralement de côté chaque année un tant pour cent pour la propagande. A la coopérative

l'Union de Lille, le prélèvement est de 1,33 pour cent du chiffre brut des ventes. « Les sommes versées à la caisse de propagande sont, dit l'article 25 des statuts, affectées par la commission à l'emploi qui lui semblera le plus utile aux intérêts sociaux, sans que, en aucun cas et sous quelque prétexte que ce soit, il puisse être demandé justification soit de l'emploi, soit du mode d'emploi. » C'est ainsi que sur le second exercice de l'année 1900, la coopérative l'Union de Lille pouvait verser à la propagande 10.317 fr. pour le compte boulangerie et 2.699 fr. 90 pour le compte épicerie.

Plusieurs de ces sociétés coopératives ont aussi créé, au moyen de prélèvements sur les bénéfices, des caisses de secours destinées à venir en aide aux associés victimes de la maladie.

Les sociétés coopératives socialistes ont tenu un congrès international à Paris pendant l'exposition de 1900, et y ont décidé la création d'une fédération de toutes les coopératives socialistes françaises.

D'après l'*Almanach de la Coopération de 1901*, il existait en France, au 1^{er} janvier de cette année, 1.684 sociétés coopératives de consommation, groupant plus de 500.000 associés ou adhérents. L'office du travail (août 1901) ne compte à la même date que 1.559 sociétés dont 695 boulangeries et 864 sociétés diverses. 558 sociétés de la première catégorie et 700 de la seconde ont fait connaître le

chiffre de leurs associés et accusent 128.854 membres pour les boulangeries coopératives et 325.865 membres pour les autres sociétés. Le nombre des coopératives créées en 1900 est de 95, l'augmentation n'avait été que de 45 l'année précédente. Ces sociétés sont inégalement réparties sur le territoire français. Les centres les plus importants sont le groupe des Charentes et de la Vendée qui comprend plus de 200 sociétés, le groupe du Rhône (104), de la Saône-et-Loire (99) et de la Loire (44), le groupe de la Seine (126) et le groupe du Nord (Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Ardennes) avec 234 sociétés. On trouve parmi les coopératives, des boulangeries, des épiceries, des boucheries. Le nombre de ces dernières est toutefois assez restreint. La forme coopérative s'adapte, en effet, plus difficilement à un commerce comme la boucherie où l'on débite des marchandises de qualité et de prix différents.

Chacun sait qu'une des règles fondamentales des sociétés coopératives de consommation est l'obligation du paiement au comptant. Les coopératives françaises s'y conforment pour la plupart. Quelques unes corrigent ce que la règle pourrait avoir de trop rigoureux en instituant des caisses de secours pour le cas de maladie.

Quant au prix de vente des marchandises, tantôt c'est le prix de revient, tantôt c'est le prix-courant. Dans le premier cas le bénéfice du coopérateur con-

siste à payer la marchandise à un taux inférieur au prix qu'il paierait chez le commerçant au détail. Il réalise ainsi au jour le jour de petites économies qui, totalisées à la fin d'une année, pourraient faire une somme importante. Mais l'expérience a appris que ce procédé d'épargne est défectueux : les quelques sous, économisés ainsi par un ouvrier, sont aussitôt dépensés par lui sans profit appréciable ; ils s'en vont en quelque sorte en fumée. De plus, ce procédé excite d'une façon très vive l'animosité des petits commerçants qui supportent malaisément de voir des concurrents livrer leurs marchandises à un prix inférieur au prix-courant. Aussi la plupart des coopératives ont-elles adopté la seconde combinaison et vendent-elles leurs produits au prix du détail (1). La différence entre ce prix et le prix de revient constitue les bénéfices, lesquels sont répartis chaque année ou chaque semestre entre les coopérateurs au prorata de leurs achats. Le procédé est évidemment bien préférable, disent les partisans des sociétés coopératives. Non seulement il permet aux associés de payer leurs denrées à meilleur compte, non seulement il diminue pour eux le coût de la vie, mais il

(1) Il est même assez fréquent de voir des coopératives vendre au-dessus du prix courant. (Voir, par exemple, dans l'*Almanach de la coopération de 1901*, le compte-rendu de la boulangerie coopérative de Croix. Cette société vend son pain 0 fr. 05 plus cher que le commerce local).

réalise du même coup l'épargne, et cela, sans privation, sans effort pénible, « sans douleur, » comme dit M. Gide. Chose curieuse, c'est en dépensant que le coopérateur épargne et l'on a même été jusqu'à dire que plus il dépensait, plus il épargnait.

Les dividendes distribués ainsi par les coopératives à leurs membres sont très différents suivant les sociétés et dépendent naturellement en première ligne de la plus ou moins bonne administration de celles-ci. Nous n'avons à ce sujet aucune statistique d'ensemble récente. Nous pouvons dire cependant que certaines de ces sociétés réalisent d'assez beaux bénéfices. La coopérative socialiste *L'Union de Lille* recueillait pendant le second trimestre de l'année 1900 — déduction faite des prélèvements faits pour la propagande, pour la caisse de secours et pour le fonds de réserve — 128.962 fr. 50 de bénéfices sur la boulangerie, soit 25 %, et sur l'épicerie 12.111 fr., soit 9 % de bénéfice net. L'année précédente, les bénéfices avaient été de 25 % sur la boulangerie et de 12 % sur l'épicerie. Il est vrai de dire que la coopérative vendant à prix fixe vend quelquefois plus cher que le prix du détail, et que les bénéfices des sociétaires doivent être dans ce cas diminués d'autant.

Les théoriciens du coopératisme ont toujours vanté la supériorité des coopératives qui vendent au-

dessus du prix de revient. Pour certains d'entre eux d'ailleurs — nous faisons allusion à M. Gide et aux économistes de l'école de Nîmes — cette forme de coopérative, serait appelée aux plus hautes destinées, et il ne serait pas téméraire de voir en elle bien mieux qu'un modeste instrument d'épargne : l'instrument d'une transformation radicale de notre système économique. Cette transformation s'opérerait en trois étapes : la première, c'est celle que nous traversons, verrait les coopératives se multiplier, « se réunir entre elles, faire masse, prélever sur leurs bénéfices le plus possible pour fonder de grands magasins de gros, opérer les achats sur une grande échelle », et achever ainsi la conquête de l'industrie commerciale ; — pendant la seconde étape les coopératives utilisant les capitaux accumulés dans leurs réserves « se mettraient à l'œuvre pour produire directement et pour leur propre compte tout ce qui est nécessaire à leurs besoins, en créant boulangeries, meuneries, manufactures de drap, fabriques de chaussures, etc. » Ce serait la fin de l'industrie manufacturière. Enfin dans une dernière étape, dans un avenir plus ou moins éloigné, les coopératives aborderaient l'industrie agricole, achèteraient des terres et produiraient elles-mêmes leur blé, leur vin, leur lait, leur beurre, etc. Le jour où cette dernière conquête serait effectuée, la coopération aurait effectué l'œuvre grandiose que ses adeptes

ambitionnent pour elle : l'élimination graduelle du salariat et le transfert de la propriété des instruments de production aux mains des travailleurs. Le coopératisme ainsi poussé à ses dernières limites aboutirait sans doute — M. Gide le reconnaît tout le premier — à une organisation sociale qui présente de grandes analogies avec le régime collectiviste. M. Gide reconnaît même loyalement qu'il présente quelques-uns des mêmes dangers, mais il se rassure en pensant que « cette transformation s'effectuera librement sans rien sacrifier de la liberté des individus ni des droits légitimement acquis ».

Nous ne pouvions pas parler des avantages économiques des sociétés coopératives de consommation sans mentionner — ne fût-ce qu'en passant — le rôle beaucoup plus considérable que certains économistes leur assignent dans l'avenir. Il ne nous appartient pas de dire si ce plan magnifique est susceptible d'application pratique ou si, comme plusieurs le prétendent (1), il ne faut y voir qu'un rêve chimérique, irréalisable. Mais ce qui est bien certain, c'est que pour atteindre le but que lui proposent M. Gide et ses amis, la coopération, avant de transformer le monde, a encore devant elle de

(1) Voir notamment Paul LEROY-BEAULIEU, *Traité d'Économie politique*, II, p. 588.

24 APERÇU HISTORIQUE SUR LE DÉVELOPPEMENT

longues étapes à parcourir. Son rôle à l'heure qu'il est, est beaucoup plus modeste : elle procure à ses adeptes l'existence à bon marché ; elle leur facilite l'épargne.

CHAPITRE II

Définition de la Coopération et de la Société coopérative

Il n'était pas inutile, avant d'aborder l'étude de la nature juridique des sociétés coopératives de consommation, de rechercher rapidement comment ces sociétés se sont développées en France durant ce siècle, et d'examiner sous quelles formes principales elles se présentent à notre observation. Nous pouvons maintenant entrer dans le cœur même de notre sujet.

Mais tout d'abord, une question préliminaire se pose : Que faut-il entendre par « coopération » et par « sociétés coopératives » ?

A ne consulter que l'étymologie du mot, la coopération (de *co-operare*, travailler ensemble), serait l'union de plusieurs personnes travaillant ensemble à un but commun.

Mais l'expression de « coopération » a pris dans la pratique une signification plus étroite, plus précise, qu'elle doit, paraît-il, au fameux socialiste anglais Robert Owen (1).

Malheureusement, si tout le monde reconnaît aujourd'hui que le mot de « coopération » doit être compris dans un sens nouveau, si tout le monde s'entend d'une manière vague sur cette signification nouvelle, il faut reconnaître que bien peu d'auteurs ont essayé de donner de la « coopération » une définition scientifique. Et c'est pourtant par là qu'il aurait fallu commencer.

M. Paul Leroy-Beaulieu découvre dans la coopération un double élément : l'un éthique, l'autre économique. Au premier point de vue, « la coopération, dit-il, s'entend d'une association d'un genre particulier, reposant plus sur les personnes que sur les capitaux, poursuivant un but non seulement financier, mais moral, ayant des ambitions de palin-génésie ou de régénération ». Au second point de vue, le même auteur définit la société coopérative par « les deux objets qu'elle se propose : 1° la subal-

(1) LEROY-BEAULIEU, *Traité*, t. II, p. 557.

ternisation du capital au travail, c'est-à-dire des capitalistes et des capacités techniques à la masse des ouvriers ou des employés ; 2° la suppression de l'entrepreneur en tant qu'être personnel et distinct, et la dispersion, la précarité de la direction de l'entreprise, laquelle serait confiée à des mandataires à temps délégués par la masse ».

Cette définition ne nous paraît pas à l'abri de toute critique. Nous écarterons tout d'abord ce que M. Leroy-Beaulieu appelle le point de vue éthique : sans doute, la plupart des chefs du mouvement coopérateur placent, au premier rang de leurs préoccupations, les avantages moraux de la coopération, mais M. Leroy-Beaulieu le reconnaît lui-même : « on ne serait pas embarrassé de citer quelques modestes groupements d'ouvriers ou d'artisans, qui, sans autre souci que de faire convenablement leurs affaires, constituent des sociétés coopératives de fait. » Et il est certain que tous les coopérateurs français sont loin d'approuver unanimement et sans réserves toutes les théories économiques de l'École de Nîmes. Cela fût-il vrai, d'ailleurs, que notre critique n'en resterait pas moins fondée : ce n'est pas d'après l'intention morale de ses fondateurs qu'on peut définir une société. Cet élément subjectif s'accorde mal avec le caractère général d'une définition.

Nous ne croyons pas davantage qu'on puisse

trouver dans « la subalternisation du capital au travail » ou dans « la suppression de l'entrepreneur en tant qu'être personnel et distinct » un élément spécifique de la coopération. Les sociétés de consommation n'ont nullement pour but de « subalterniser » le capital au travail. La grande majorité de ces sociétés sont de simples entreprises créées dans un but d'intérêt pécuniaire, et absolument étrangères à toute pensée de rénovation sociale. Quant à la « suppression de l'entrepreneur en tant qu'être personnel et distinct », ce peut être un résultat économique de la coopération, mais ce n'est point par son rôle économique, mais par sa nature juridique que la coopération doit être ici définie.

Dalloz (Supplément, V^e *Société* n° 2.168), réunissant dans une même définition les termes de « Coopération » et de « Société coopérative », s'exprime ainsi : « La coopération, d'une manière générale, est une forme d'association ayant pour objet la suppression des intermédiaires — suppression de l'intermédiaire commerçant ou détaillant dans l'association coopérative de consommation ; suppression de l'intermédiaire patron ou chef d'industrie dans l'association coopérative de production ; suppression de l'intermédiaire banquier dans l'association coopérative de crédit ». Mais ainsi qu'on l'a fait remarquer, c'est là une énumération, bien plus qu'une définition, et comme toute énumération, celle-ci court le risque

d'être incomplète. D'ailleurs cet auteur ajoute lui-même : « Ce ne sont là que les principaux types d'associations coopératives ; la coopération peut revêtir les formes les plus variées et être susceptible des attributions les plus diverses ».

M. Thaller nous semble avoir creusé l'idée de coopération beaucoup plus profondément que personne ne l'avait fait avant lui (1). Il fait remarquer tout d'abord que « le trait propre de la coopération ne tient point à ce que l'*apport du travail* prévaut dans les sociétés coopératives sur l'*apport de capital*. Car, dit le savant auteur, on est souvent témoin dans une société ordinaire du même fait. » Pour lui, « coopérer ne signifie point *opérer ensemble* mais *travailler avec*. La société coopérative est celle qui travaille avec ses propres associés. L'associé y occupe un double rôle, il est à la fois 1° membre de la société dont il court les risques, avec un droit déterminé dans les bénéfices, et 2° d'autre part, il est tantôt le client d'affaires et tantôt l'agent de main-d'œuvre de cette même société. »

Nous croyons que l'idée de M. Thaller est exacte et que tel est bien l'élément caractéristique de la coopération.

On a répété bien souvent que la coopération avait

(1) THALLER. — *Traité élémentaire de droit commercial*, 2^e édition, p. 431, n° 804 et s.

pour but de faire disparaître les intermédiaires. Nous acceptons la formule comme vraie, mais qu'on ne s'imagine pas avoir donné du même coup la définition de la coopération. Supposons que, par je ne sais quel miracle, on arrive un jour à supprimer tout intermédiaire entre le producteur et le consommateur : ou bien le producteur vendra sa marchandise au prix du détail et il empochera tout le bénéfice que prélevait l'intermédiaire ; ou bien il la cédera au prix du gros et le gain sera pour le consommateur ; ou bien producteur et consommateur feront une entente et partageront le bénéfice. Ce sera la suppression de l'intermédiaire. Sera-ce de la coopération ? Nullement. Il n'y aura coopération qu'autant qu'à l'intermédiaire supprimé, producteur et consommateur auront substitué un nouvel intermédiaire, une nouvelle personne, personne morale sans doute : la société coopérative.

En effet, l'hypothèse que nous venons d'envisager, la suppression complète de tout intermédiaire, est dans l'état actuel de notre société économique, un phénomène irréalisable. Sans doute, un paysan peut bien apporter lui-même ses œufs, son beurre et sa volaille au marché de la ville voisine, ou un petit pêcheur vendre directement aux baigneurs le produit de sa pêche, mais ici le producteur et le consommateur sont naturellement rapprochés : il ne peut donc pas être question de coopération. Au

contraire, dans la grande majorité des cas, producteur et consommateur sont trop éloignés l'un de l'autre pour pouvoir entrer directement en relations. Il leur faut un intermédiaire, lequel ne consentira naturellement à leur rendre ce service que moyennant une juste rétribution.

Le problème se pose alors dans les termes suivants : comment supprimer cet intermédiaire, ou plutôt — puisque par hypothèse il faut un intermédiaire — comment le remplacer par un intermédiaire gratuit ? Une seule solution est possible : l'association des intéressés substituant leur collectivité à l'intermédiaire ou aux intermédiaires auxquels ils s'adressaient jusque-là. La coopération n'est pas autre chose.

On le voit donc, il n'est pas exact de dire que la coopération consiste dans la suppression de tout intermédiaire : pas plus qu'avant, le producteur isolé n'est en rapport direct avec le consommateur. Entre eux, quelque chose de nouveau s'est interposé : la société coopérative.

Résumant toutes ces observations, nous définirons la coopération : « la création d'une personne collective se substituant à un ou plusieurs intermédiaires et groupant ceux sur lesquels ces intermédiaires prélevaient auparavant leurs bénéfices ».

Quant aux sociétés coopératives, on peut les définir « des sociétés ayant pour but de se substituer

à un ou plusieurs intermédiaires, et dont les membres sont à la fois les agents et les bénéficiaires du profit réalisé ».

C'est à peu près la définition que donne M. Thaller (*op. cit.*, n° 806) : « La coopérative est une société qui approvisionne ses propres membres en denrées, en marchandises, et qui leur procure les habitations, les avances d'argent ou qui encore trouve dans ses membres son personnel de main d'œuvre, de manière à répartir les bénéfices aux adhérents au prorata du chiffre annuel des affaires ou de travaux de chacun d'eux avec la maison. »

Nous avons essayé de ramener cette définition à une formule tout à fait générale.

Mais nous n'oublions pas que nous avons restreint notre étude aux coopératives de consommation. Le moment est venu de nous demander ce qu'il faut entendre exactement par ce mot.

Chacun sait qu'on reconnaît généralement trois types principaux de sociétés coopératives : les coopératives de production, les coopératives de consommation et les coopératives de crédit. Suivant qu'elles s'appliquent à la production industrielle ou agricole, au débit de marchandises de consommation courante, ou au crédit populaire, soit urbain, soit rural, ces sociétés rentreront dans l'une ou l'autre de ces trois catégories. Plusieurs auteurs ont élevé des critiques contre cette classification. Certains ont

fait remarquer par exemple que « la distribution ou le débit des marchandises, est l'une des fonctions mêmes de la production, laquelle ne se trouve vraiment achevée que lorsque les produits sont parvenus dans les mains des consommateurs. »

L'observation est juste mais qu'est-ce qu'elle tend à prouver ? Uniquement que le mot de « coopérative de consommation » est mal choisi. Car on ne peut nier qu'il y ait au point de vue de leur nature intime une différence profonde entre deux sociétés ayant pour but l'une la production en commun d'un produit destiné à être vendu, l'autre l'achat de ce même produit pour le revendre aux consommateurs. L'expression « coopérative d'achat » serait plus exacte. De même le terme de « coopérative d'économie » qu'on pourrait emprunter à la législation allemande (*Wirtschaftsgenossenschaft*. — Loi du 1^{er} mai 1889). Mais nous croyons préférable de conserver la terminologie courante et — sous cette réserve légère — nous continuerons à employer l'expression traditionnelle de coopérative de consommation.

D'autres auteurs ont critiqué la distinction de la société de crédit et de la société de consommation. En réalité, disent-ils, celle-là se ramène à celle-ci : « à un certain point de vue, le capital n'est qu'un produit ordinaire, et l'argent peut être assimilé à une marchandise ». Nous ne contestons pas que

l'argent soit une marchandise, mais est-ce une marchandise comme toutes les autres ? (1) De bons esprits croient que non. En tout cas des différences pratiques assez nombreuses séparent ces deux types de coopératives, pour que nous croyions utile de maintenir la distinction classique entre coopératives de consommation et coopératives de crédit (2).

Le projet de réforme de la loi de 1867 donnait, dans son article 1^{er}, la définition suivante de la coopérative de consommation. « La loi reconnaît les sociétés coopératives de consommation, qui ont pour but l'acquisition, la fabrication, la manutention par la société, de toutes les denrées, marchandises ou objets destinés aux besoins personnels des sociétaires ou aux besoins de leur profession ou industrie ». Le projet répondait ainsi par l'affirmative à la question souvent posée : Peut-on appeler coopérative

(1) Voir la discussion de cette question dans P. LEROY-BEAULIEU. *Traité*, t. III, page 129.

(2) M. CAUWÈS, (*Cours d'économie politique*, t. III, p. 295), propose de substituer à la classification habituelle la division en 1^o Sociétés ayant pour but de procurer à l'ouvrier les objets de consommation personnelle ou bien encore l'habitation (sociétés immobilières de construction, *building societies*); 2^o Sociétés dont le but collectif est seulement de faire avoir aux sociétaires les ressources nécessaires à l'exercice d'une industrie de production individuelle (sociétés pour l'achat des matières premières et de l'outillage, etc., sociétés de magasinage, de crédit); 3^o Sociétés professionnelles de production collective aux risques et pour le compte de la communauté.

de consommation celle qui fournit à ses associés des marchandises devant alimenter l'industrie ou le commerce de ceux-ci ? « Sans doute, a-t-on fait remarquer, il n'y a pas ici au sens propre du mot, consommation par les associés des objets qu'ils acquièrent par l'entremise de la coopérative. Mais l'acte du commerçant qui acquiert pour la revente au détail, ne peut-il être rangé parmi les actes préliminaires de la consommation, plutôt que parmi les actes complémentaires de la production ? De sorte qu'on pourrait justifier dans notre hypothèse le nom de coopérative de consommation » (1). Nous n'reconnaitrons pas au contraire la qualité de coopérative de consommation à une association qui se serait formée à l'effet d'obtenir pour ses membres des réductions sur les prix ordinaires de certains fournisseurs. Tel est le cas de l'Union des employés des Chemins de fer de l'Ouest. On sait que ce système de réduction est employé également à titre de prime, par certaines associations d'agrément : cercles militaires, associations d'étudiants. Enfin il est pratiqué de préférence par les syndicats agricoles. Ceux-ci se chargent très souvent de procurer à leurs membres, à des prix économiques, les engrais, machines agricoles et autres objets utiles à la culture. Mais ils ne procèdent

(1) LECAISNE. — *Étude juridique des coopératives de consommation*, p. 11.

jamais en achetant eux-mêmes pour revendre aux syndiqués. Cette manière de faire serait trop coûteuse : les frais de transport et de magasinage des engrais et machines agricoles étant fort élevés. Ils préfèrent transmettre les commandes au négociant en gros et se contentent de recevoir les envois et de les vérifier pour le compte des syndiqués. A notre avis on ne se trouve point ici en présence de véritables coopératives de consommation. Sans doute ces différentes associations poursuivent bien un but analogue à celui que recherchent les coopératives. Mais elles le font par des moyens différents. Elles se contentent de mettre en rapport le producteur avec le consommateur ou le commerçant en gros, et de négocier pour le premier des prix de faveur ; mais elles n'interviennent point personnellement. Elles ne contractent pour elles-mêmes aucun marché. Or nous savons, par la définition que nous avons donnée de la société coopérative, que celle-ci ne se contente point d'un rôle aussi passif : la coopérative est une société ayant sa personnalité morale, son patrimoine, contractant des engagements avec les tiers, avec ses propres associés.

CHAPITRE III

La coopérative de consommation est-elle une société ?

Nous avons jusqu'à présent — préjugant une question très débattue — envisagé les sociétés coopératives de consommation comme de véritables sociétés ; mais cette qualité leur est déniée par un certain nombre d'auteurs qui prétendent ne reconnaître en elles que de simples associations. Cette opinion est-elle justifiée ? C'est la question que nous avons maintenant à examiner.

Quel est, tout d'abord, l'intérêt du problème ? Il est considérable :

1° Une société peut toujours se constituer libre-

ment sans enfreindre aucune disposition du Code pénal. Jusqu'à la récente loi du 2 juillet 1901 sur le contrat d'association, les associations de plus de 20 personnes, formées en vue de « se réunir à certains jours marqués pour s'occuper d'objets littéraires, religieux, politiques ou autres », tombaient sous le coup des pénalités de l'article 291 du Code pénal.

2^o Les sociétés commerciales — d'après la jurisprudence et la doctrine — et les sociétés civiles — d'après une jurisprudence aujourd'hui constante, approuvée par d'excellents auteurs (1), — ont la personnalité morale et jouissent de tous les avantages attribués à cette personnalité. — Quant aux associations, sous le régime antérieur à la loi nouvelle, elles ne pouvaient accomplir, en tant qu'associations, les actes ordinaires de la vie juridique, qu'autant qu'elles avaient obtenu la *reconnaissance d'utilité publique*, accordée par décret. Encore ce droit était-il soumis à bien des restrictions. La simple *autorisation* ne leur conférait pas la personnalité : elle les mettait simplement à couvert des poursuites pénales. — La loi du 2 juillet 1901 distingue, au point de vue de leur capacité civile, les associations en deux catégories :

(1) Cass., 23 février 1891, D. 1891. 1. 237. — Cass., 2 mars 1892, D. 1893. — Cass., 2 janvier 1894, D. 1894. 1. 81. — Sic. Planiol, tome II, n° 2.002. — Thaller, *op. cit.*, 298 et s.

associations déclarées et associations reconnues d'utilité publique. Les premières peuvent, aux termes de l'article 6, « sans aucune autorisation spéciale, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer en dehors des subventions de l'État, des départements et des communes :

» 1° les cotisations de leurs membres ou (jusqu'à 500 francs) les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été redimées.

» 2° le local destiné à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres.

» 3° les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose ».

Les associations reconnues d'utilité publique peuvent « faire tous les actes de la vie civile qui ne sont pas interdits par leurs statuts, mais elles ne peuvent posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires au but qu'elles se proposent. Elles peuvent recevoir des dons et legs dans les conditions prévues par l'article 910 du Code civil et par l'article 5 de la loi du 4 février 1901. Elles ne peuvent accepter une donation mobilière ou immobilière avec réserve d'usufruit au profit du donateur » (article 11). On le voit, même élargie par la loi nouvelle, la capacité civile des associations reste toujours plus étroite que celle des sociétés.

3° Une société peut toujours, sous certaines conditions légales, modifier elle-même ses statuts. Une

association reconnue d'utilité publique ne peut user de cette faculté que si elle obtient une autorisation nouvelle à cet effet.

4° La société ne peut être dissoute que par les associés eux-mêmes, soit en vertu d'un consentement initial exprimé dans les statuts, soit en vertu d'un vote de l'assemblée générale. Aux termes de l'article 12 de la loi nouvelle, « les associations composées en majeure partie d'étrangers, celles ayant des administrateurs étrangers ou leur siège à l'étranger, et dont les agissements seraient de nature soit à fausser les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises, soit à menacer la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, dans les conditions prévues par les articles 75 et 101 du code pénal, pourront être dissoutes par décret du Président de la République rendu en conseil des Ministres ».

5° S'il fallait en croire certains auteurs, il y aurait entre la société et l'association une dernière différence capitale : « Lorsqu'une association se met en liquidation, dit M. Thaller, soit parce qu'elle a été indûment formée, soit parce que l'autorisation dont elle a joui jusque-là lui a été retirée, ou qu'elle a prononcé sa propre dissolution, l'ensemble des ressources dont elle disposait ne revient pas aux sociétaires. Les sociétaires se sont irrévocablement dessaisis de ces valeurs au profit d'une œuvre placée en dehors d'eux. Cette œuvre se réclamait de

l'intérêt général. L'intérêt général est représenté par l'État. Les biens seront dévolus à l'État, comme biens vacants et sans maître. » M. Thaller reconnaît d'ailleurs que « ces biens repris par la puissance publique ont une affectation. Il y a une obligation morale pour l'État de les destiner à une entreprise de même ordre ou à celui de ses services dont se rapprochait l'association dissoute. — Dans la société au contraire, malgré l'interposition d'une personne morale qui n'est que le produit d'une fiction, le capital est la propriété des associés. Ils s'en sont dessaisis temporairement afin de le mettre mieux en valeur, ils comptent bien rentrer un jour dans ce fonds augmenté des bénéfices. Après dissolution il y aura lieu au partage des biens sociaux (1). » La citation est un peu longue, mais nous avons tenu à la donner intégralement pour ne pas en affaiblir les termes. Nous ne saurions, pour notre part, souscrire à cette distinction. Nous pensons qu'elle repose sur une interprétation absolument inexacte des articles 539 et 713 du Code civil. Par « biens vacants et sans maître », on doit entendre les immeubles *matériellement délaissés*. Telle est l'opinion de Demolombe, Aubry et Rau, Laurent (2). — D'ailleurs, la question ne se pose

(1) THALLER. — *Op. cit.*, n° 231.

(2) Comp. en ce sens la récente consultation de M. Barboux, avec les adhésions de MM. Rousse, Bétolaud, Cresson, du Buit, Cartier, Pouillet, Ployer et autres.

plus depuis la récente loi sur les associations, dont l'article 9 s'exprime ainsi : « En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens de l'association seront dévolus conformément aux statuts, ou à défaut de disposition statutaire, suivant les règles déterminées en assemblée générale. »

Il n'en est pas moins vrai que des différences très importantes séparent la société de la simple association. Autant le législateur s'est montré libéral envers la première, autant il a fait preuve de défiance vis-à-vis de la seconde.

La question que nous examinons en ce moment n'a donc pas seulement un intérêt théorique.

Pour savoir si la coopérative de consommation est une association ou une société, la première chose à faire est de définir ces deux mots.

Grammaticalement, ils sont synonymes. Et M. Guilouard soutient, en effet, que « les deux mots société et association se prennent indifféremment l'un pour l'autre. » Il cherche à justifier cette assimilation par un argument historique. Dans l'ancien droit, dit-il, les deux mots avaient bien une signification différente. Ferrière (*Dictionnaire de droit et de pratique*) définit l'association « une convention d'avoir en commun entre plusieurs, que l'on nomme *parsonniers*, tous les meubles et toutes les acquisitions qui seront faites par chacun durant leur société ». Quant à la

société, c'est « un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes entrent en communication de tous leurs biens ou d'une partie, ou de quelque négoce et trafic, pour être participantes du gain ou de la perte qui peut en provenir, en proportion de ce que chacun d'eux a contribué dans la société, s'il n'a été convenu autrement entre les parties ». Mais, dit M. Guillouard, cette différence entre la société et l'association ne « peut plus exister aujourd'hui, puisque les sociétés taisesibles ou associations qui se formaient entre personnes vivant *à pain et à pot*, pendant an et jour, ne sont pas reconnues par le code (1). »

Telle n'est pas l'opinion courante des jurisconsultes. Ceux-ci distinguent « association » et « société ». Tantôt ils entendent par association « un contrat par lequel plusieurs personnes mettent en commun leur activité, et, au besoin, des revenus et des capitaux, en vue d'atteindre un but ou d'exercer une influence que leur isolement rendrait plus difficile ou même impossible » (2), et ils voient dans la société une espèce particulière d'association : l'association formée en vue de réaliser des bénéfices. L'une est à l'autre comme l'espèce est au genre. Tantôt il opposent les deux expressions l'une à

(1) GUILLOUARD, *Société*, n° 10.

(2) PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil*, tome II, n° 2.034.

l'autre : « l'association serait une réunion (1) se proposant une fin matérielle ou simplement morale, d'ordre général, une fin dépassant l'intérêt de ceux qui la fondent et qui l'alimentent de leurs ressources. La société, au contraire, se propose un but pécuniaire restreint à ceux qui en font partie » (2). Et l'on ajoute volontiers que tandis que la société est « un contrat prévu et réglementé par la loi », « l'association est un contrat que la loi ignore et dont elle a même fait un délit » (3).

La définition que l'article 1832 donne de la société consacrerait d'ailleurs en termes explicites cette distinction : « La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter. »

Faut-il ranger la coopérative de consommation parmi les sociétés ou parmi les simples associations ?

Pour MM. Baudry et Wahl (4) « les sociétés de consommation sont des sociétés civiles, si on les

(1) Le mot réunion est assez mal choisi. L'association diffère de la réunion par son caractère de permanence.

(2) THALLER, *op. cit.*, p. 148, n° 224.

(3) Cette dernière formule a été combattue très vivement par certains auteurs, qui voient dans l'association un contrat innommé, analogue à la société, notamment par M. DE VAREILLES-SOMMIÈRES, *Du contrat d'association*, Paris, Pichon, 1893.

(4) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *De la Société*, n° 121.

considère comme des sociétés. Mais il est préférable de voir dans les sociétés coopératives des associations car les associés n'y cherchent point de gain ».

M. Thaller semble partager cette manière de voir. Il pense qu'« on pourrait aller jusqu'à refuser à ces entreprises la dénomination de sociétés véritables. La société doit, en effet, se proposer un partage de bénéfices : or la coopération procède à des bonis de restitution qui ne sont point, à proprement parler, des bénéfices » (1). C'est aussi l'opinion de MM. Lyon-Caen et Renault (*Traité*, n° 34 bis) et Beauregard (*Éléments d'économie politique*, p. 294).

M. Hubert-Valleroux fait une distinction suivant que les coopératives répartissent ou non des bonis en fin d'exercice. « Ces sociétés, dit-il, procèdent de deux façons : ou elles font payer à leurs membres le prix courant et elles distribuent en fin d'exercice les bonis, soit en proportion des achats, soit en proportion des actions. Pas de doute, il y a bien ici société. Mais voici d'autres associations se proposant le même but, agissant différemment. Elles vendent à prix de revient, soit au prix où elles-mêmes ont acheté, ajoutant seulement à ce prix un tant pour cent destiné aux frais et aux pertes. Si ce tant pour cent est trop fort, l'excédent qu'il procure est versé à la réserve, sans que les sociétaires aient rien à

(1) THALLER. — *Op. cit.*, n° 813.

prétendre, la réserve étant indivisible. Il n'y a donc aucun partage de bénéfice : ces associations sont-elles des sociétés, au sens de l'article 1832 ? » (1)

Nous pensons pour notre part qu'il n'y a pas à tenir compte de cette distinction et que les coopératives de consommation sont bien de vraies sociétés. C'est ce que nous allons essayer de prouver brièvement. Le nœud de la question réside évidemment dans l'article 1832. Que faut-il entendre par le mot « bénéfices » ?

Pour la grande majorité des auteurs, ce mot devrait être entendu dans le sens de *dividende*, de *gain d'une somme d'argent*. Sans doute, dit-on, telle n'était pas la conception romaine. A Rome, la société ne supposait pas nécessairement la recherche d'un profit pécuniaire (2). (Cf. Loi 52, § 12 et 13, Dig. *Pro socio*, qui donne comme exemples de sociétés le cas de deux propriétaires faisant réparer à frais communs le fossé qui les sépare, ou élevant sur un terrain dont ils fournissent chacun la moitié, un mur mitoyen destiné à soutenir leurs constructions respectives). Mais, ajoute-t-on, cette conception romaine a été abandonnée par notre ancien droit et par le Code. « Il est de l'essence du contrat de société, dit Pothier, que les parties se proposent

(1) *Revue des sociétés civiles et commerciales*, 1897, p. 316.

(2) ACCARIAS. — *Précis*, t. II, n° 622.

par le contrat de *faire un gain ou profit*, dans lequel chacune des parties contractantes puisse espérer d'avoir part, à raison de ce qu'elle a apporté à la société. » (Pothier, *Contrat de société*, n° 12). « L'espoir de partager le bénéfice que la chose commune pourra produire est la vue intentionnelle qui dirige le contrat. » (Discours du tribun Gillet. — Fenet, XIV, p. 419).

Un gain pécuniaire, un accroissement réel de patrimoine est donc indispensable dans toute société. « Par conséquent une simple perte évitée ne constituerait pas un bénéfice : il faut qu'il y ait *lucrum captatum*, un simple *damnum vitatum* ne suffirait pas (1). » Il en résulte que les *associations à ne pas perdre* ne sont pas de véritables sociétés : tel est précisément le cas des coopératives de consommation qui ont pour but de faire réaliser à leurs membres non point des bénéfices, mais des économies.

Nous répondrons tout d'abord à ces auteurs avec M. Planiol, qu'ils se font de la société, une conception beaucoup trop étroite. « D'après la jurisprudence et la doctrine actuelle, dit le savant professeur, la société aurait nécessairement pour but la réalisation et le partage des bénéfices et on se représente ces bénéfices sous la forme de *dividendes en argent*

(1) LECAISNE. — *Op. cit.*, p. 14. — Sic, Lyon-Caen et Renault, Thaller, Aubry et Rau, Laurent.

distribués aux associés à la fin de chaque exercice, comme si cette forme pécuniaire de profits était nécessaire à la conception même de la société. Ce n'est pas ce que dit le Code, ni ce que nous enseigne la tradition. Pour Pothier, la société est le contrat par lequel plusieurs personnes mettent en commun soit leurs biens, soit leur industrie, pour en retirer le profit commun » (*Coutumes d'Orléans*, Introduction au titre XI, n° 1). Or le profit qu'on peut retirer de certains biens communs n'est pas nécessairement un bénéfice en argent, un enrichissement annuel analogue à celui des commerçants ; ce peut être aussi le simple usage des choses consistant à retirer en commun et en nature l'utilité qu'elles peuvent donner.... Nous n'avons jamais eu, en matière de sociétés, d'autre conception que celle qui nous vient du droit romain, et si nos auteurs et notre jurisprudence recherchent avec tant de rigueur, dans toute société, l'esprit de spéculation, c'est qu'ils sont à leur insu, entraînés à voir les sociétés civiles à travers les sociétés commerciales, grâce à la prépondérance énorme que celles-ci ont prise dans les temps modernes ; mais c'est là une innovation et qui est contraire au texte de nos lois : pour qu'elle fût justifiée, il faudrait effacer les articles 1837 à 1841 qui déterminent l'objet des sociétés conformément aux idées de Pothier et aux traditions romaines » (1).

(1) PLANIOL, *op. cit.*, n° 1990.

Nous souscrivons pleinement aux propositions du savant auteur. C'est par suite d'un abus de langage que la doctrine a jusqu'à présent traduit le mot « *bénéfices* » de l'article 1832 par « *profit pécuniaire* ». Ce mot signifie simplement « *gain* », « *profit* ». Tous les dictionnaires français, s'il est permis de les invoquer en un pareil sujet, sont d'accord sur ce point.

Nous n'irons pas cependant jusqu'à assimiler complètement société et association, et à donner le nom de société à une association formée dans un but désintéressé. Nous pensons que pour notre Code, comme pour notre ancien droit, la société doit avoir un but *intéressé* : nous dirons même qu'elle doit se proposer un *bénéfice appréciable en argent*. C'était déjà l'avis de Troplong. « Remarquons bien qu'encore que la société n'eût pas pour but de partager une somme d'argent, elle n'en serait pas moins une société, pourvu que l'avantage qu'elle procure fût appréciable en argent » (1). C'est aussi l'opinion d'Arntz (2), de Massé et Vergé (3), de Guillery (4). Ce dernier auteur fait remarquer que « nulle part nous ne voyons dans les travaux du Conseil d'État, une tendance à donner au mot *bénéfice* le sens

(1) TROPLONG. — *Société*, p. 19, n° 13.

(2) ARNTZ. — *Cours de droit civil*, tome IV, n° 1257.

(3) MASSÉ et VERGÉ, Sur Zachariæ, tome IV, § 713, note 3.

(4) GUILLERY. — *Des sociétés commerciales en Belgique*, 2^e édit., tome I, n° 129 et s.

restreint de gain matériel ou d'avantage pécuniaire. Au contraire, on insiste fort peu sur ce mot qui est à peine mentionné. Mais en revanche, on insiste sur l'étendue du contrat de société et sur la liberté laissée aux parties, enchaînée seulement par les règles nécessaires, les règles constitutives de toute société : le consentement, une chose mise en commun, un bénéfice à partager... Comment supposer qu'un revirement complet se soit opéré dans une législation, sans que cette manière de circonscrire le bénéfice soit accusée nulle part ? »

Tel est, suivant nous, le sens large qu'il faut donner au mot « bénéfice » dans l'article 1832 du Code civil. Mais ce mot eût-il le sens étroit que lui prêtent en général les auteurs, nous n'en mettrions pas moins les coopératives de consommation au rang des sociétés. Pour nous, en effet, il n'est pas discutable — et c'est ce qu'il nous reste à démontrer — que ces sociétés réalisent bien des *bénéfices pécuniaires*, et que ce ne sont point, ainsi qu'on le dit volontiers, de simples *associations à ne pas perdre*.

Pour soutenir que les coopératives ne font que protéger leurs membres contre une perte (laquelle serait représentée par la somme dont on paie le concours de l'intermédiaire), il faut détourner le mot « perte » du sens qui lui est universellement attribué. Celui-là subit une perte qui — sans rien acquérir en échange — aliène la propriété d'un objet lui appar-

tenant. Mais « on ne subit pas une perte quand on achète une chose au prix-courant, c'est-à-dire à un prix en rapport avec la valeur d'échange de cette marchandise ». Et si, au lieu d'acheter cet objet au prix-courant, on réussit à se le procurer au-dessous de ce prix, au prix de revient, ce n'est pas simplement une perte qu'on évite, c'est un bénéfice qu'on réalise : on met dans son patrimoine une valeur supérieure à celle dont on se prive. Prenons un exemple : « Primus vend à Secundus, moyennant 10 fr., un objet qui ne lui en a coûté que 9 chez le producteur ; il réalise un *bénéfice* aux dépens de Secundus, qui n'aurait acheté que 9 fr. s'il avait acheté directement au producteur. Si Secundus, maintenant, s'adresse directement à celui-ci, il paiera seulement 9 fr. et il aura, dit-on, économisé 1 fr. » (1). Il est facile de répondre qu'en réalité Secundus n'aura pas seulement fait une économie, il aura *gagné* la différence entre le prix-courant — représentatif de la valeur d'échange de la chose vendue — et le prix par lui réellement payé.

Une autre objection a quelquefois été faite contre l'attribution du caractère de société aux coopératives de consommation. On a dit que dans ces sociétés le bénéfice n'arrivait pas simultanément à tous les associés, à chacune des opérations. Mais est-ce que

(1) LECAISNE. — *Op. cit.*, p. 18.

chaque opération, par le fait même qu'elle augmente le chiffre d'affaires de la société, n'augmente pas du même coup ses bénéfices, et qu'importe si le chiffre des bénéfices ainsi réalisés se trouve n'être connu qu'au moment où les comptes sont arrêtés, c'est-à-dire en fin d'exercice ?

Rien ne s'oppose donc à ce que nous reconnaissons dans les coopératives de consommation de véritables sociétés. C'est l'opinion enseignée par M. Planiol : « Une association coopérative de consommation est une société... chacun des associés gagne une partie du prix d'achat ; il évite une dépense et l'économie faite est l'équivalent d'une rentrée de fonds : les bénéfices réalisés par l'achat en commun se répartissent entre tous les associés, proportionnellement à leur consommation particulière » (1). C'est aussi l'opinion de M. Cauwès, qui distingue les sociétés coopératives en sociétés civiles et en sociétés commerciales (2).

(1) PLANIOL. — *Op. cit.*, tome II, n° 2.037.

(2) CAUWÈS. — *Op. cit.*, tome III, p. 329.

CHAPITRE IV

Les coopératives de consommation sont-elles des sociétés commerciales ?

Nous savons maintenant que les coopératives de consommation sont bien de véritables sociétés, mais dans quelle catégorie de sociétés les rangerons-nous ? Sont-ce des sociétés civiles ou des sociétés commerciales ?

C'est une question très discutée.

L'étendue de la controverse a d'ailleurs été singulièrement restreinte depuis la loi du 1^{er} août 1893. Aux termes de l'article 6 de cette loi, l'article 68 de la loi du 24 juillet 1867 se trouve modifié ainsi qu'il suit : « Quel que soit leur objet, les Sociétés en

commandite ou anonymes qui seront constituées dans les formes du Code de commerce ou de la présente loi, seront commerciales et soumises aux lois et usages du commerce », c'est-à-dire qu'on *commercialise*, quel que soit leur objet, toutes les Sociétés par actions. Les Sociétés coopératives par actions (anonymes ou en commandite), fondées postérieurement à la loi du 1^{er} août 1893, sont donc des Sociétés commerciales : ceci ne nous paraît pas pouvoir être contesté, et nous ne comprenons même pas comment bon nombre de tribunaux persistent, en présence d'un texte aussi formel, à regarder comme civiles toutes les Sociétés coopératives anonymes à capital variable. Mais, la question posée par nous reste entière :

1° Pour les Sociétés antérieures à la loi de 1893 ;

2° Pour les Sociétés autres que les Sociétés par actions, c'est-à-dire les Sociétés civiles, en nom collectif et en commandite simple (1).

Quant à l'intérêt pratique du débat, il est considérable. Est-il prouvé que les sociétés de consom-

(1) Nous pensons, en effet, malgré les termes de l'article 6 qui visent la commandite d'une manière générale, que seule la commandite par actions tombe sous le coup de la loi de 1893. Ainsi que l'a très bien fait remarquer M. Thaller (*op. cit.*, n° 782), « il paraît mieux d'accord avec l'esprit de la loi de 1893, d'en restreindre la disposition à la commandite par actions, car c'est des Sociétés par actions seules qu'elle s'occupe par ailleurs ».

mation sont des sociétés commerciales, il en résulte qu'elles doivent, comme tous les commerçants, payer une patente ; elles deviennent justiciables des tribunaux de commerce, peuvent être mises en faillite et en liquidation judiciaire, sont astreintes à l'obligation de tenir des livres de commerce, etc. Parmi ces conséquences, certaines sont, nous semble-t-il, plutôt favorables aux coopératives : mais les coopératives ne semblent pas y avoir prêté attention ; la seule question qui les préoccupe est celle de la patente qu'il s'agit d'éviter à tout prix. Voilà pourquoi depuis quelque temps, les sociétés coopératives, soit dans leurs journaux, soit dans les congrès, ont à maintes reprises posé la question du caractère civil ou commercial de leurs associations, et tout naturellement c'est toujours à l'unanimité qu'elles se sont prononcées en faveur de la première solution. On ne s'étonnera point que nous n'accordions à leur témoignage trop intéressé qu'une autorité relative.

La théorie de la non commercialité des coopératives de consommation a trouvé un appui plus sérieux auprès de la doctrine. Celle-ci fait en général la distinction suivante : est société civile la coopérative qui se contente de vendre à ses membres ; est société commerciale celle qui fait des affaires avec les tiers. C'est l'opinion de la plupart des auteurs de droit commercial : Thaller, Lyon-Caen et Renault,

Rousseau, Vavasseur, Houpin, etc. (1). En fait, la plupart des coopératives, pour éviter d'avoir à payer une patente, ne manquent jamais de s'interdire dans leurs statuts toute opération avec les tiers.

Un accord aussi unanime ne se rencontre pas dans la jurisprudence. Certains arrêts, adoptant la distinction de la doctrine, décident que les coopératives sont commerciales ou non, selon qu'elles vendent ou non à d'autres qu'à leurs membres (2).

D'autres tribunaux reconnaissent bien aux sociétés qu'ine contractent qu'avec leurs membres le caractère civil; mais ils exigent en outre que ces sociétés revendent au prix coûtant. Si au contraire elles majorent leurs prix, de façon à pouvoir disposer de

(1) M. Laurin (*Cours de droit commercial*, p. 299, note 1) repousse énergiquement la distinction courante : « Nous ne croyons pas, dit-il, qu'il y ait lieu de distinguer entre les sociétés de consommation, vendant aux associés seuls, ou en plus aux tiers : ou il faut s'inspirer du but de l'entreprise et alors la société doit être réputée civile dans tous les cas, ou il ne faut regarder qu'à l'objet, et alors l'article 632 du Code de commerce, impose d'une façon non moins absolue la commercialité. C'est à cette dernière opinion que nous nous rattachons sans hésiter, car le législateur de 1867, en traitant en même temps que des sociétés de commerce, en en faisant une variété de celles-ci, a suffisamment démontré son intention sous ce rapport. »

(2) Bourges, 19 janvier 1869, D. 1869, 2. 131. — Tribunal de commerce de Nantes, 26 juin 1886. *Journal des sociétés*, 1889, p. 93. — Tribunal correctionnel de la Seine, 19 décembre 1894. *Revue des Sociétés*, 1895, p. 180.

certaines sommes pour une destination spéciale (1), elles deviennent commerciales (2).

D'après une autre opinion, seraient commerciales les coopératives formées entre commerçants et dans l'intérêt de leur commerce. On ferait application de la théorie de l'accessoire. (Conseil d'État, 16 mars 1895).

Enfin il faut citer un jugement du tribunal de Saint-Étienne (3) qui reconnaît aux coopératives le caractère civil même lorsqu'elles vendent à des tiers.

Nous pensons — et cette dernière théorie peut invoquer en sa faveur quelques arrêts de jurisprudence (4) — que les sociétés coopératives de consommation sont toujours et sans distinction des sociétés commerciales.

Tout le monde reconnaît que pour déterminer le caractère civil ou commercial d'une société, il faut appliquer les mêmes règles qu'à un particulier. « Pour déterminer si un individu est ou

(1) Ce serait par exemple le cas des coopératives socialistes qui prélèvent en général une certaine partie de leurs bénéfices pour la constitution d'une caisse de propagande en faveur du parti.

(2) Paris, 20 mars 1888, *Revue des Sociétés*, 1888, p. 316. Conseil d'État, 26 janvier 1895, S. 1897, 3. 29.

(3) Saint-Étienne, 26 janvier 1891, *Revue des Sociétés*, 1891, p. 271.

(4) Paris, 5 juin 1880, et Cass. 27 novembre 1880, *Journal des Sociétés*, 1881, p. 10. Paris, 17 novembre 1887, *Revue des Sociétés*, 1888, p. 184.

non un commerçant, on doit, disent MM. Lyon-Caen et Renault, examiner d'après le Code de commerce (article 1^{er}) s'il fait des actes de commerce sa profession habituelle. N'était-il pas naturel de suivre la même règle pour la question identique qui s'élevait à propos des sociétés ? » (1)

Appliquons ces principes aux sociétés, nous reconnaitrons comme commerciales celles qui *poursuivent des opérations commerciales*, c'est-à-dire celles qui ont « pour objet principal ou exclusif des opérations que la loi répute actes de commerce ». (Dalloz, *Supplément*, V^o Société, n^o 334).

Quelles sont donc les opérations auxquelles se livrent les coopératives de consommation ? Ces sociétés peuvent se livrer à toutes les opérations qui leur permettent de répondre aux besoins de leurs associés ; elles emploient les mêmes procédés que les commerçants ordinaires : elles peuvent produire et vendre, acheter les marchandises en gros pour les revendre au détail, etc. Mais l'acte auquel elle se livreront le plus fréquemment, est l'achat pour revendre. Tout le monde sait que cette opération constitue l'acte commercial par excellence. Il semble donc que les coopératives faisant leur profession de l'exercice d'actes commerciaux, doivent sans distinction — qu'il s'agisse de coopératives

(1) LYON-CAEN et RENAULT, tome II, n^o 93.

vendant à des tiers ou ne vendant qu'à leurs propres membres — être considérées toujours comme des sociétés commerciales.

Comment donc a-t-on pu soutenir et peut-on soutenir, avec la majorité des auteurs, qu'une société de consommation qui ne fait affaire qu'avec ses membres, reste une société civile ? On invoque deux arguments différents.

On conteste tout d'abord qu'il y ait « achat pour revendre. » Les coopératives, dit-on, n'achètent pas pour elles-mêmes comme un commerçant ordinaire qui détaille ensuite ses marchandises entre ses clients. C'est *au nom des associés* qu'elles achètent ; il n'y a donc point vente, mais *partage*. Et d'ailleurs, ajoute-t-on, si au lieu de s'associer pour une certaine durée, les coopérateurs s'étaient réunis simplement pour faire en commun l'achat de certaines marchandises et se les répartir ensuite, nul ne contesterait que cette opération constitue un simple partage, et on y chercherait en vain la moindre trace de société commerciale.

Nous répondrons que les situations sont très différentes ; d'un côté il n'y a même pas société, il y a simple indivision provoquant ensuite un partage ; de l'autre, il y a une série d'opérations se répétant et nécessitant tout le mécanisme de la vie commerciale : magasins, employés, comptabilité, etc. ; il y a de plus entre les associés cette volonté de cons-

tituer une société, cette *affectio societatis*, que l'on rechercherait en vain dans la première hypothèse et sans laquelle aucune société n'est possible.

Mais laissons cette comparaison et examinons la question en elle-même. Est-il vrai que la coopérative achète pour ses membres et non pour elle-même, qu'elle ne *revende* pas à ses associés et qu'il n'y ait qu'un simple *partage*? Faisons remarquer tout d'abord combien cette analyse du fonctionnement de la coopérative paraît difficile à admettre. Eh quoi! Les actes journaliers de la vie commerciale d'une société coopérative sont exactement les mêmes que ceux d'un particulier quelconque : comme un commerçant ordinaire, elle a ses magasins, un certain nombre d'employés, tient des livres, achète des marchandises en gros pour les revendre au détail ; et parce que c'est une coopérative au lieu d'être M. X... ou M. Y..., toutes les opérations qu'elle fait changeraient du même coup de caractère et chacune de ses ventes deviendrait un partage? A ce compte, comme on l'a très bien fait remarquer, l'actionnaire d'une société anonyme quelconque qui va s'approvisionner au magasin de cette société, ne ferait pas lui non plus, un achat véritable ; pourquoi distinguer entre coopérative et société anonyme?

Pour nous, il n'est pas douteux un seul instant que l'acte qui intervient entre une coopérative et ses associés, sous l'apparence d'une vente de marchan-

dises est bien une *vente*, en réalité. C'est la conséquence de l'article 53 de la loi du 24 juillet 1867, qui, sous une forme indirecte, reconnaît implicitement aux sociétés coopératives la personnalité civile. Etant personnes civiles, c'est bien pour elles-mêmes et non pour les associés que les coopératives acquièrent; c'est bien par une *vente* qu'elles transfèrent aux associés la propriété des denrées dont elles se sont approvisionnées. La théorie du partage néglige absolument ce caractère de personne civile; elle n'envisage que le contrat, les rapports des associés entre eux. Or, pour étudier le caractère civil ou commercial de la coopérative, c'est en elle-même qu'il faut l'examiner. Peu importe les rapports réciproques des associés. La société achète pour revendre : cela suffit, c'est une société commerciale (1).

(1) M. de LANDTSHEERE, ministre de la justice de Belgique, exprimait la même idée lors de la discussion de la loi belge de 1873 sur les sociétés :

« La société achète des marchandises. Est-ce pour les consommer ou les partager? Nullement. Elle achète pour revendre. L'honorable membre M. Demeur ne le conteste pas dans le cas où la société vend à des tiers. Il n'en est pas différemment lorsqu'elle vend à ses membres. Deux personnes sont en jeu : d'une part la société qui achète, d'autre part les individus à qui elle vend.

» Les acheteurs, pour être membres de la société, n'en conservent pas moins leur individualité distincte. Ils ne s'identifient pas à la société elle-même. Il y a donc véritablement achat pour revendre, et partant acte de commerce... Le béné-

On pourrait encore faire à la théorie que nous repoussons l'objection suivante: les associés ne sont pas tous acheteurs; n'arrive-t-il pas souvent qu'une marchandise est écoulée avant que tous les coopérateurs aient pu s'en procurer? Comment dire alors qu'il y a partage? Et cependant, en fin d'exercice, tous les associés profiteront de toutes les opérations sociales, même de celles auxquelles ils auront été étrangers.

Nous n'insistons pas: il est impossible de reconnaître la personnalité civile des sociétés coopératives, sans être amené à dire du même coup que ces sociétés achètent des marchandises pour les *revendre*.

Aussi n'est-ce pas pour cette raison que la majorité des auteurs refusent à nos sociétés le caractère commercial. C'est parce qu'il leur manque « l'esprit de spéculation ». Sans doute, dit-on, le Code range l'achat pour revendre parmi les actes de commerce, mais c'est parce que cette opération est le plus souvent accomplie dans un esprit de spéculation. « Ce qui rend l'acte commercial, disent MM. Lyon-Caen et Renault, c'est moins l'intention de revendre par elle-même et toute seule, que celle de réaliser des

ficce sera ultérieurement partagé entre les acheteurs, mais ces mêmes acheteurs y prendront leur part en une qualité juridique complètement différente. Les individus achètent; les associés partagent les bénéfices réalisés sur leurs achats. » (GUILLERY. -- *Op. cit.*, t. II, p. 80.)

bénéfices en revendant ; alors seulement on peut dire qu'il y a spéculation (1) ».

Or, ajoute-t-on, la coopérative ne recherche pas de bénéfices : elle rétrocède aux consommateurs, au prix de revient, les marchandises contenues dans ses magasins. Les associés, eux, réalisent bien des bénéfices, — encore vaudrait-il mieux parler de perte évitée, — mais il en est tout autrement de la société, laquelle se contente de se faire rembourser les sommes déboursées, soit pour achat de marchandises, soit comme frais d'administration. Ainsi s'expriment notamment MM. Thaller, Lyon-Caen et Renault, Baudry et Wahl, et ces auteurs qui refusent même la qualité d'association aux coopératives de consommation (lorsqu'elles ne vendent qu'à leurs membres, bien entendu), nous paraissent tout à fait logiques avec eux-mêmes.

Nous comprenons moins les auteurs qui, comme M. Hubert-Valleroux, voient dans nos coopératives de véritables sociétés, mais ne veulent pas leur reconnaître le caractère commercial. Cet auteur se prévaut successivement, dans deux articles différents, de ce que les coopératives réalisent des bénéfices, pour en faire des sociétés véritables, et de ce qu'elles ne réaliseraient pas des bénéfices mais de simples économies, pour les soustraire à la commercialité.

(1) LYON-CAEN et RENAULT. — *Op. cit.*, t. II, n° 115.

Dans la *Revue des Sociétés* de 1897, il démontre que les coopératives recherchent bien et réalisent un profit, qui tantôt est versé aux associés en fin d'exercice, et tantôt, « au lieu de leur venir en fin d'année, leur arrive à chaque opération » (1). Et il en conclut que les coopératives sont bien de vraies sociétés. Ceci ne l'empêche point, dans la même Revue, de critiquer un arrêt qui avait reconnu la commercialité d'une coopérative de consommation et d'écrire que « le but de ces sociétés est de procurer à leurs membres une économie » (2).

Évidemment, ces contradictions proviennent de ce qu'on se place, dans l'une et dans l'autre hypothèse, à des points de vue différents ; ici l'on considère la société personne morale, là on oublie cette personnalité et on ne pense plus qu'aux associés.

Quant à l'intention de spéculer « dont l'absence priverait les coopératives du caractère commercial, nous ne sommes point sûr qu'elle soit aussi essentielle à l'acte de commerce qu'on le prétend généralement. Chose curieuse, presque tous les auteurs font de l'intention de spéculer la caractéristique de l'acte de commerce ; et les mêmes auteurs ne manquent jamais de faire remarquer quelques lignes plus loin : 1° que certains actes peuvent être faits dans une intention lucrative sans être commer-

(1) *Revue des Sociétés*, 1897, p. 316.

(2) *Revue des Sociétés*, 1888, p. 184.

ciaux (par exemple : la société formée entre marchands de biens), et 2° que certains actes peuvent être commerciaux sans être inspirés par l'esprit de lucre (par exemple : l'apposition d'une signature sur une lettre de change : article 632, *in fine*).

M. Thaller a proposé récemment un nouveau critérium de la commercialité. Il rattache celle-ci à l'idée de *circulation*. Pour lui, le commerce « porte sur les meubles, pris en un certain état de marche, de transition (1). »

Il est évident que si l'on adopte ce nouveau point de vue, on est encore obligé de reconnaître la commercialité des coopératives de consommation. Celles-ci constituant des personnes collectives s'interposent entre le producteur et le consommateur, et les différentes opérations auxquelles elles se livrent avec l'un et avec l'autre contribuent bien par conséquent à la *circulation* des produits.

Nous concluons de toute cette analyse au caractère commercial des coopératives de consommation, qu'elles vendent ou non à des tiers (2).

C'est donc dans le Code de commerce et dans les

(1) THALLER. — *Op. cit.*, n° 7 ; voir aussi n° 14.

(2) Nous n'avons donc pas à examiner une question discutée par les auteurs pour qui les seules coopératives de consommation commerciales sont celles qui vendent à des tiers, à savoir si les « adhérents » doivent être rangés parmi les tiers ou parmi les associés. La question ne se pose pas pour nous.

lois qui l'ont complété que nous aurons à chercher le régime légal des coopératives. On sait toute la complexité de notre législation sur les sociétés. Quelles sont parmi ces dispositions, celles qui s'appliquent au type spécial de sociétés qui fait l'objet de notre étude ? C'est la question que nous devons examiner à présent.

CHAPITRE V

Les sociétés coopératives sous le régime antérieur à la loi de 1867.

Disons-le tout de suite, c'est dans la loi du 24 juillet 1867 que nous trouverons le régime ordinaire des sociétés coopératives ; mais avant d'en entreprendre l'étude, peut-être n'est-il pas inutile de jeter un coup d'œil sur la période de l'histoire des coopératives antérieure à cette loi, de rechercher sous quelles formes les coopératives ont pris naissance dans notre pays, quels obstacles elles rencontrèrent dans la législation en vigueur, et comment les difficultés pratiques auxquelles elles se heurtèrent, amenèrent le législateur à élaborer pour elles

un régime plus favorable : celui de la loi du 24 juillet 1867.

A l'époque où le Code de commerce a été promulgué, les sociétés commerciales étaient loin d'avoir pris le développement qu'elles ont atteint durant ce siècle. Cinquante articles à peine, c'est tout ce qu'il consacrait à une question qui est devenue à l'heure présente une des plus grosses de notre droit. Aucune mention n'y était faite des coopératives, et pour une excellente raison : la coopération ne devait naître que près de quarante années plus tard, avec la fameuse association des *Équitables pionniers de Rochdale* (1844). L'initiative prise par les ouvriers anglais ne tarda pas à être connue en France. Les succès remportés au-delà du détroit par les premières coopératives, la propagande faite en faveur de l'idée coopérative par plusieurs des chefs de l'école socialiste : Owen, Buchez, Fourier et d'autres, contribuèrent à l'expansion rapide de cette forme de société dans notre pays. Et pourtant, la législation alors en vigueur n'était guère favorable au développement des coopératives. Des différents types de sociétés qui s'offraient à elles, il n'y en avait aucun qui s'adaptât pleinement au but poursuivi par les coopérateurs : la société civile n'avait pas, d'après la jurisprudence alors en vigueur, la personnalité morale ; la société en nom collectif entraînait la responsabilité solidaire des associés, et

ce résultat était bien fait pour effrayer des ouvriers ; la commandite avait cet inconvénient de donner au gérant un pouvoir à peu près absolu ; la société anonyme ne pouvait se constituer sans l'autorisation du gouvernement ; or, « pour demander cette autorisation, il fallait être assuré du capital social, et pour inspirer confiance aux capitalistes et les décider à souscrire à ce même capital, il fallait être assuré d'obtenir l'autorisation ». Quant à la participation, elle aurait bien affranchi les coopératives de toute réglementation légale, mais elle ne constituait pas une personne morale ; de plus, cette société n'ayant pas d'existence vis à vis des tiers, les associés se seraient trouvés à la discrétion du gérant et exposés à voir les créanciers personnels de celui-ci mettre la main sur l'actif social. Enfin, un dernier obstacle arrêta les coopératives : c'était l'obligation, pour les fondateurs de toute société commerciale, — la participation exceptée — de déposer au greffe du tribunal de commerce et de faire publier dans les journaux, soit la liste des associés, soit le montant des apports, quelquefois même les deux renseignements : cette publication devait être renouvelée à chaque changement ou retraite d'associés (articles 42, 43, 44, 45, 46, Code de commerce — articles 8 et 9, loi du 23 mai 1863). Or, la variabilité du personnel et du capital est un des traits principaux des sociétés coopératives : dans cette sorte de société, il faut que les associés puissent

entrer et sortir librement, comme aussi augmenter et diminuer à leur gré le montant de leurs apports. L'augmentation du nombre des associés ou des apports permet à la société d'élargir le cercle de ses affaires et de réaliser des bénéfices d'autant plus considérables ; la faculté pour les sociétaires de retirer une partie de leurs apports ou même de quitter complètement la société, s'ils le jugent bon, s'impose dans une association composée le plus souvent d'ouvriers, c'est-à-dire de personnes ne disposant que de ressources très modestes. Pour se conformer aux exigences de la loi, les sociétés coopératives auraient donc dû, à chaque modification dans le personnel ou le capital, la faire publier suivant les formes légales. Quelques coopératives imaginèrent bien un moyen détourné de se mettre en règle avec la loi : c'était de ne recevoir de nouveaux membres qu'à certains intervalles, tous les six mois, par exemple, pour n'avoir à faire de publications qu'à pareille époque. Mais cette combinaison était loin d'être l'idéal, car elle ne laissait aux coopérateurs qu'une liberté fort restreinte. Quoi qu'il en soit, il n'est pas douteux — et personne, à notre connaissance, ne conteste — que le régime légal des sociétés antérieur à la loi de 1867 n'offrait aux fondateurs des sociétés coopératives qu'un choix entre plusieurs types de sociétés, dont aucun ne répondait parfaitement au but que ceux-ci voulaient atteindre. En fait,

les premières sociétés coopératives — c'étaient, nous le savons, des coopératives de production — avaient adopté la forme de la société en nom collectif. A partir de 1852, les préférences allèrent plutôt vers la commandite (1).

C'est en 1863 que, pour la première fois, il est question de modifier notre régime des sociétés et d'y faire une place aux coopératives. Nous faisons allusion à une brochure publiée alors par un groupe d'hommes politiques appartenant à toutes les nuances de l'opinion, et parmi lesquels nous citerons Odilon Barrot, Batbie, le comte d'Haussonville, le vicomte de Melun, Casimir Périer, Léon Say, Jules Simon. La brochure avait pour titre : *Les sociétés de coopération et leur constitution légale*. Ses auteurs insistaient sur les obstacles opposés par la législation en vigueur au développement des coopératives : impossibilité d'augmenter le capital social, nécessité de publier tous les changements qui survenaient dans le personnel ou dans le capital social, et ils terminaient leur travail par un projet de loi sur les coopératives, dont les deux dispositions les plus caractéristiques étaient : la variabilité du personnel et du capital — et l'obligation personnelle (mais non solidaire) des associés aux dettes sociales. Le tout

(1) HUBERT-VALLEROUX. — *Les associations ouvrières et les associations patronales*, p. 25.

se terminait par un pressant appel au gouvernement qui, en comblant une lacune dans notre législation, accomplirait envers les ouvriers un « acte de pure justice ».

L'appel adressé aux pouvoirs publics ne tarda pas à être entendu. Il venait d'ailleurs à son heure : le gouvernement impérial, toujours soucieux d'entretenir sa popularité par des témoignages de sympathie donnés à propos aux revendications démocratiques, s'empara avec empressement de l'idée qui venait d'être lancée, et le 28 mars 1865 il déposait sur le bureau du Corps législatif un projet de loi modifiant notre législation sur les sociétés : le titre IV était consacré aux coopératives. L'empereur annonçait cette réforme en les termes suivants, dans le discours qu'il prononça pour l'ouverture des Chambres : « Je m'efforce, tous les ans, de diminuer les entraves qui s'opposent depuis si longtemps, en France, à la libre expansion de l'initiative individuelle. Par la loi sur les coalitions, votée l'année dernière, ceux qui travaillent comme ceux qui font travailler ont appris à vider entre eux leurs différends, sans compter sur l'intervention du gouvernement, impuissant à régler les rapports si variables entre l'offre et la demande. Aujourd'hui, j'ai tenu à détruire tous les obstacles qui s'opposaient à la création des sociétés destinées à améliorer la situation des classes ouvrières. En permettant l'établissement

de ces sociétés sans abandonner les garanties de la sécurité publique, nous faciliterons une utile expérience. »

On voit combien il est contraire à la vérité historique de prétendre, comme l'a fait M. Waldeck-Rousseau, « qu'en 1867 on a peut-être moins cherché à faire une loi sur les sociétés ouvrières, qu'à entraver la marche des sociétés ouvrières puissantes », et « que ce n'est pas sans un grand esprit de défiance qu'on a abordé les dispositions relatives à ces associations (1) », ou de dire avec M. Lourties : « On eut d'ailleurs bien soin, tant était grande la défiance du gouvernement, de ne pas mettre dans le texte le mot de sociétés coopératives (2) ».

Deux systèmes pouvaient être proposés : « dans l'un, disait l'exposé des motifs, une loi spéciale réglerait toutes les conditions d'existence des sociétés de coopération et les formalités de leur constitution ; elle organiserait leur administration et déterminerait les droits et les obligations des associés, soit les uns à l'égard des autres, soit envers les tiers. Dans l'autre on se bornerait à modifier les dispositions qui, dans la législation générale, pourraient faire obstacle à l'établissement ou à la marche des sociétés de coopération, les laissant libres de choisir

(1) Discours prononcé à la commission extra parlementaire des associations ouvrières en 1883.

(2) Rapport au Sénat sur le projet de loi sur les coopératives.

suivant leur objet ou leur goût, la forme qui leur conviendrait le mieux (1) ». C'est le premier système qui fut adopté. « Il réunit, poursuivait l'exposé des motifs, au mérite de la simplicité, de la clarté, l'immense avantage de placer les nouvelles sociétés sous l'empire du droit commun, en leur donnant cependant une liberté plus étendue qu'aux autres, lorsque cette extension leur est nécessaire et qu'elle peut être accordée sans inconvénient (2) ».

Ainsi donc, il ne s'agissait pas de créer pour les coopératives un type spécial de société, une forme particulière d'association, de les enfermer dans un moule uniforme auquel elles auraient dû nécessairement s'adapter pour obtenir l'existence légale ; rien d'obligatoire, au contraire, dans le projet : celui-ci ne traçait que des règles facultatives. Sous la loi nouvelle, comme auparavant, les sociétés coopératives restaient libres d'élaborer à leur gré leurs statuts et pouvaient toujours faire un choix entre les différents types de sociétés institués par le Code et par les lois postérieures. Tout ce qu'on avait voulu faire, c'était de supprimer les entraves légales qui s'opposaient au développement des coopératives et contre lesquelles s'élevaient les protestations una-

(3) Premier exposé des motifs. TRIPIER, *Sociétés à capital variable*, p. 12.

(1) Exposé des motifs, TRIPIER, *ead. loco*, p. 12.

nimes des hommes de loi aussi bien que des travailleurs, mais il n'était pas question d'introduire dans la loi un régime de faveur, contre lequel les intéressés avaient d'ailleurs protesté tous les premiers (1).

Le projet déterminait, dans l'article 51, quelles étaient les sociétés qu'il fallait ranger sous le nom de coopératives. « C'était, disait-il, celles qui ont pour objet, soit d'acheter pour les vendre aux associés des choses nécessaires aux besoins de la vie ou aux travaux de leur industrie, soit d'ouvrir aux associés des crédits ou de leur faire des prêts ; soit d'établir pour les associés des ateliers de travail en commun et d'en vendre les produits, soit collectivement, soit individuellement. » Nous retrouvons les trois types classiques de coopératives de consommation, de crédit et de production.

Le mouvement d'opinion que souleva le projet fut considérable : la presse, les hommes politiques, les ouvriers s'en occupèrent. On critiqua généralement la restriction du caractère de société coopérative aux trois formes courantes ; car, disait-on, qui peut garantir que de nouvelles combinaisons ne réussis-

(1) Cf. un article de M. Hubert-Valleroux dans *l'Économiste français* du 13 juin 1896. L'auteur cite une lettre très curieuse des gérants de 48 sociétés coopératives de production, parue dans le journal *l'Association*, et protestant contre l'introduction dans la loi de tout régime d'exception en faveur des coopératives.

ront pas un jour à étendre la sphère d'action dans laquelle la coopération s'est retranchée jusqu'ici ?

Toutes ces polémiques rendaient indispensable un nouvel examen du projet gouvernemental. Mais, avant de l'entreprendre, on crut prudent de se livrer à une enquête à laquelle seraient convoqués tous ceux dont les lumières et l'expérience pouvaient être consultées avec fruit. La commission chargée de recueillir les dépositions entendit des jurisconsultes, des publicistes, des magistrats, des représentants des chambres de commerce : elle s'attacha à provoquer les observations des fondateurs de sociétés coopératives ou celles des ouvriers membres ou gérants de ces associations. Les discussions furent longues et un peu diffuses.

Le 18 avril 1866, le Gouvernement soumettait au Corps législatif un nouveau projet. Il était plus libéral encore que le premier ; on réduisait du $\frac{1}{4}$ au $\frac{1}{10}$ le versement à effectuer sur chaque action, et on dispensait les administrateurs de l'obligation de posséder le $\frac{1}{20}$ du capital, comme dans les sociétés ordinaires. Le projet élargissait également la liste des coopératives ; il y ajoutait deux catégories nouvelles de sociétés : celles fondées « pour construire des maisons » et celles ayant pour but de « faire en commun des travaux en exécution de traités ou de marchés » (article 51). Ce n'était pas encore assez au gré de certaines personnes qui, au lieu

d'une énumération forcément limitative, auraient voulu une définition de la coopérative susceptible de s'appliquer par la généralité de ses termes à toutes les manifestations nouvelles de l'esprit coopératif. Ces critiques trouvèrent de l'écho au sein de la commission du Corps législatif : « A supposer, disait M. Mathieu, rapporteur, que l'article 51 annonçât tous les objets auxquels, dans l'état actuel des faits économiques, avaient tenté de s'appliquer les associations ouvrières, qui pourrait affirmer qu'au lendemain de la promulgation de la loi leur activité ne serait pas attirée vers un autre but ? Sans doute le projet, comme le dit le nouvel exposé des motifs, n'a d'autre prétention que celle de poser des bases que l'avenir rectifiera et complétera, le législateur marche avec le temps et il sera toujours prêt à saisir par des dispositions nouvelles, les faits nouveaux qui se produiront. Mais cette mobilité de la loi n'est-elle pas un principe d'affaiblissement de son autorité, et n'est-il pas préférable de poser des règles auxquelles puissent se plier les faits de demain aussi bien que ceux d'aujourd'hui ? » (1). La commission supprima donc l'énumération de l'article 51 et la remplaça par le terme plus large de « sociétés à capital variable. » Ce mot était également substitué dans l'intitulé du titre IV (devenu

(1) Rapport Mathieu, TRIPIER, *op. cit.*, p. 49 et 50.

titre III) à celui de sociétés coopératives (1). Mais la modification introduite par la commission n'eût pas seulement pour effet d'augmenter la liste des sociétés coopératives appelées à bénéficier des dispositions de la loi nouvelle, elle avait une portée bien plus large : en substituant au terme de « société coopérative » celui de « société à capital variable » on enlevait du même coup à la loi son caractère spécial. Celle-ci étendait maintenant à tous les faveurs que le projet primitif n'accordait qu'aux seules coopératives. Cette conséquence était d'ailleurs justifiée dans le rapport de la Commission par la considération suivante. Le projet du Gouvernement plaçait au nombre des sociétés coopératives régies par la loi nouvelle les sociétés de consommation vendant aux tiers : « Mais alors, disait le rapporteur, quelle concurrence ne feraient-elles pas au commerce ordinaire, à la vente au détail, et comment sans injustice et sans privilège, refuser les facilités qu'on leur accorde à des sociétés créées pour acheter et revendre uniquement à des tiers ! » (2). Quoiqu'il en soit, la loi subissait de ce chef une transformation profonde. Sans doute c'étaient toujours les

(1) On voit combien il est inexact de dire, ainsi que le font certains auteurs, que ce changement a été proposé par le Gouvernement pour éviter l'association de deux mots synonymes « sociétés coopératives. »

(2) Rapport Mathieu, TRIPIER, *op. cit.*, p. 49.

coopératives que l'on voulait atteindre ; c'est elles qui, les premières, étaient appelées à bénéficier des dispositions plus libérales que l'on allait introduire dans nos lois, mais toute autre société à capital variable pouvait réclamer la même faveur. Aussi devenait-il nécessaire, puisque le régime nouveau qu'on constituait était désormais accessible à toute espèce de sociétés, de l'entourer d'une réglementation plus minutieuse et de prendre toutes précautions utiles contre les abus toujours possibles. On avait encore présents à l'esprit les scandales provoqués plusieurs années auparavant par certaines sociétés financières, la hausse irraisonnée de certaines valeurs suivie d'effondrements lamentables, et l'on pouvait craindre le retour de nouveaux désastres. Le danger était d'autant plus à craindre que ces sociétés auraient trouvé dans la variabilité du capital une facilité plus grande d'attirer à elles la petite épargne et auraient multiplié du même coup le nombre de leurs victimes. Des mesures de prudence s'imposaient : comme c'était principalement autour des sociétés par actions que la spéculation avait opéré, c'est à cette catégorie de sociétés qu'on appliqua toutes les restrictions nouvelles : ainsi furent apportés de nouveaux et importants changements à la rédaction proposée par le gouvernement : proscription des actions au porteur, réglementation du transfert des actions, limitation à

200.000 francs du capital social initial ; interdiction de réduire ce capital au-dessous du 1/10 du capital initial, limitation à 50 francs du taux minimum des actions. Ce nouveau régime était certainement moins libéral pour les coopératives que celui qu'avait proposé le gouvernement. Il est vrai que les sociétés à capital variable autres que les coopératives y gagnaient quelques avantages ; mais en ont-elles beaucoup profité ? C'est ce qu'il est permis de se demander.

Le projet ainsi amendé fut, après avis favorable du Conseil d'État, soumis au Corps législatif, discuté les 7, 8 et 11 juin 1867, et voté ce même jour après des débats très brillants auxquels prirent part les meilleurs orateurs de l'époque : Jules Simon, Garnier-Pagès, Émile Ollivier, Picard. La loi enfin était promulguée le 24 juillet suivant (1). En quoi consistait le régime instauré pour les coopératives par la loi du 24 juillet 1867 ? C'est ce que nous avons maintenant à examiner.

(1) Sur les travaux préparatoires de la loi de 1867, on trouvera d'intéressants renseignements dans les *Commentaires*, de Rivière et de Tripier, et dans l'*Essai historique et critique sur la Législation des sociétés commerciales*, de Lescoeur. (Paris, Marescq, 1877.)

CHAPITRE VI

Les sociétés coopératives et la loi du 24 Juillet 1867.

Avant d'aborder l'étude du titre III de la loi du 24 juillet 1867, nous avons à nous poser une question préliminaire. Quelle est exactement la sphère d'application de ce titre ?

Nous savons déjà qu'il ne s'applique pas uniquement aux sociétés coopératives mais à toutes les sociétés à capital variable, quelles qu'elles soient. « Nous avons voulu, disait M. Mathieu, rapporteur, donner à la loi un caractère général, en faire une loi de droit commun, applicable non seulement aux sociétés de production, aux sociétés de crédit mutuel,

aux sociétés de consommation, aux sociétés de construction, aux marchés ou entreprises, mais encore à tout ce qui pouvait être la matière de l'activité commerciale et industrielle. Nous avons voulu faire une loi qui ne s'appliquerait pas à telle ou telle classe de citoyens, aujourd'hui que les classes ont disparu, mais à tous ceux, quelles que fussent leur condition et leur fortune, qui voudraient se servir de cet instrument nouveau quand il aurait pris place dans nos codes » (1).

Le titre III n'est donc pas spécial aux sociétés coopératives. Est-il obligatoire pour elles ? On le dit généralement, et c'est même certainement l'opinion qui prévaut chez les coopérateurs. Nous trouvons notamment dans le « Manuel du coopérateur socialiste » de M. Lauzel (2) cette phrase caractéristique : « Les sociétés coopératives, *pour se constituer légalement* dans l'état actuel de la législation française, doivent prendre la forme que la loi appelle anonyme à capital variable ». Nous ne pouvons partager cette opinion. Coopérative et société à capital variable sont deux choses différentes. Sans doute, en pratique, les sociétés coopératives adoptent le plus souvent dans leurs statuts la clause de variabilité du capital mais qui empêche de concevoir une coopérative à capital fixe ?

(1) *Moniteur* du 8 juin 1867.

(2) LAUZEL. — *Manuel du coopérateur socialiste*, p. 70.

On ne doit donc pas dire que le titre III de la loi du 24 juillet 1867 est obligatoire pour les sociétés coopératives.

M. Bédarride et M. Rivière reconnaissent bien que « toutes les sociétés peuvent stipuler un capital variable », mais « toutes ne seront pas régies par la loi actuelle. Celles-là seules, dit le premier, lui seront soumises qui se seront conformées aux conditions prescrites par les articles 49 et suivants » (1), c'est-à-dire les sociétés par actions. Et M. Rivière dit de même. « Les sociétés à capital variable pourront bien se constituer sous la forme de société en nom collectif ou en commandite par intérêt. Mais elles resteront soumises aux principes qui gouvernent ces sociétés..., elles ne seront pas régies par les dispositions du titre que nous expliquons » (2). Donc les sociétés par actions seront seules soumises à la loi de 1867. Quant aux autres formes de sociétés : société civile, société en nom collectif, commandite simple, elles pourront toujours stipuler la variabilité du capital, — rien ne s'y oppose, — mais ne rentrant pas dans le cadre de la loi de 1867, elles resteront astreintes à toutes les formalités ordinaires de publicité. On invoque à l'appui de cette interpré-

(1) BÉDARRIDE. — *Commentaire de la loi du 24 juillet 1867*, tome II, n° 533.

(2) RIVIÈRE. — *Commentaire de la loi du 24 juillet 1867*, p. 343.

tation un passage du discours prononcé par M. Jules Simon à la séance du 7 juin où celui-ci disait : « Le titre III ne réglementera que celles de ces sociétés qui acceptent la division de leur capital en actions. Il laisse en dehors les autres sociétés à capital variable, c'est-à-dire qu'il laisse subsister à leur égard les dispositions actuelles de nos Codes. » Mais le lendemain, M. de Forcade, ministre du Commerce, répondait ainsi à M. J. Simon : « Il est évident que si l'on veut constituer une société coopérative qui ait la forme d'une société en nom collectif, il n'y a aucune difficulté. La législation actuelle ne s'y oppose pas. J'ajoute que les principes posés par la loi actuelle ne s'y opposent pas davantage. En effet, l'article 48 dit : « Il peut être stipulé dans les *statuts* de *toute* société... » ce qui comprend non seulement la société à responsabilité limitée par actions, mais la commandite simple (1). » Le même jour, M. Garnier-Pagès, reprenant la thèse de M. Jules Simon, essayait de prouver que les avantages conférés par le projet de la Commission seraient refusés aux sociétés par intérêt, et M. Emile Ollivier de lui donner un démenti formel : « Non, non, je le nie. » D'ailleurs le texte de l'article 48 ne laisse place à aucun doute. « Il peut être stipulé dans les statuts de *toute* société » et l'on est d'autant plus autorisé à s'en prévaloir que,

(1) *Moniteur* du 9 juin 1867.

d'après ce que nous apprend le rapport de M. Mathieu cet article était d'abord rédigé dans les termes suivants : « dans les statuts des sociétés anonymes ou des sociétés en commandite par actions. » Ce serait sur un amendement de la Commission qu'aurait été votée la rédaction nouvelle (1).

Il y a donc dans le titre III de la loi de 1867 deux catégories de dispositions : les unes communes à toutes les sociétés, les autres spéciales aux sociétés par actions. Comment expliquer ce défaut de méthode ? Évidemment par la manière dont a été rédigé ce titre. On avait d'abord songé à faire une loi d'ensemble sur les coopératives ; pour les raisons que nous avons vues au précédent chapitre, on s'est

(1) Notons enfin l'opinion de M. Paul Pont (*Société*, t. II, nos 1733 et 1734), d'après lequel la loi de 1867 ne prévoit que « les sociétés donnant naissance à une personnalité juridique, c'est-à-dire les sociétés commerciales ou revêtues de la forme commerciale. Le législateur n'a pas dû songer au cas où les parties, en s'associant, établissent une société purement civile en la forme et au fond ; et cela par la raison bien simple qu'en ce cas le droit commun suffirait aux associés et leur permettrait de s'assurer, sans que les tiers eussent à en souffrir, le bénéfice ou la faveur de la variabilité du capital social ». M. Thaller semble adopter cette opinion (*op. cit.*, n° 817). Mais la majorité des auteurs décident qu'en présence des termes tout à fait généraux de la loi de 1867, « dans les statuts de toute société... », on ne saurait faire aucune distinction. (V. par exemple Lyon-Caen et Renault, n° 1033. — Ruben de Couder, *V° Société à capital variable*, n° 5. — Houpin, n° 848).

trouvé amené à l'étendre à toutes les sociétés à capital variable et à ajouter au projet primitif toute une série de dispositions spéciales aux sociétés par actions. Malheureusement, on n'a point eu la précaution de les séparer nettement les unes des autres, et de là est née quelque confusion.

Il faut pourtant, à l'aide d'un critérium quelconque, accomplir ce travail de classement. Quel critérium adopterons-nous ? Nous ne nous arrêterons pas à celui que nous propose M. Vavas seur et qui est un peu puéril : « L'article 50, dit cet auteur, est le seul qui ait trait aux actions ; ce sera donc le seul qui sera spécialement réservé aux sociétés par actions. Les autres articles seront communs à toutes les sociétés » (1). Nous préférons le procédé de MM. Lyon-Caen et Renault. Pour eux, « le moyen le plus simple et le plus rationnel pour fixer la portée des articles de la loi de 1867, consiste à rechercher quel en est exactement le but. Se proposent-ils de régler la faculté de retrait des apports et d'en déterminer les effets pour mettre obstacle à ce que l'exercice de cette faculté ne nuise aux créanciers de la société en déterminant le capital qui leur sert de gage : ils s'appliquent à toutes les sociétés à capital variable, fussent-elles des sociétés en nom collectif ou en

(1) VAVASSEUR. — *Traité des sociétés civiles et commerciales*, tome II, n° 986.

commandite simple. Au contraire, s'ils ont seulement pour but d'empêcher qu'au moyen de la stipulation de variabilité du capital, toutes les sociétés ne puissent se soustraire aux règles générales de la loi de 1867, ils doivent être restreints aux sociétés par actions » (1). Le procédé nous paraît rationnel, étant donné la genèse historique du titre III de la loi de 1867. Essayons d'en faire l'application, et voyons tout d'abord quelles sont parmi les dispositions de la loi de 1867, celles qui s'appliquent indistinctement à toutes les formes de sociétés coopératives. Ce sont, ainsi que nous venons de le dire, celles qui règlent les conditions et les effets de la variabilité du capital.

Deux causes peuvent amener une modification dans le personnel d'une société coopérative : l'entrée ou la sortie d'un membre. Aux termes de l'article 50, 3°, de la loi de 1867, les statuts d'une société à capital variable peuvent donner au conseil d'administration ou à l'assemblée générale, le droit de s'opposer au transfert d'une action. Cette dérogation aux règles ordinaires des sociétés par actions trouve sa justification dans le caractère spécial des sociétés coopératives, qui, même constituées par actions, laissent toujours une certaine place à l'*intuitus personae* et ne peuvent pas faire abstraction complète de la personnalité des associés. En fait, la plupart des

(1) LYON-CAEN et RENAULT. — *Op. cit.*, tome II, n° 1.039.

sociétés coopératives n'ont pas manqué de spécifier dans leurs statuts ce droit, soit pour l'assemblée générale, soit pour le conseil d'administration, de consentir au transfert des actions. Pour la même raison, les coopératives de consommation se réservent ordinairement le droit de consentir à l'entrée de nouveaux membres dans la société. C'est ainsi, par exemple, que l'article 14 des statuts de la coopérative l'*Union de Lille* dispose : « Le Conseil d'administration sera seul juge de l'admissibilité des demandes de parts d'intérêts. »

La sortie d'un membre peut s'effectuer d'abord volontairement (art. 52, 1^o). En principe les associés sont toujours libres de quitter la coopérative quand il leur plaît. La loi cependant apporte à l'exercice de cette faculté une exception pour le cas de « conventions contraires ». Que signifient ces expressions ? Elles ne peuvent faire allusion à une clause statutaire interdisant la sortie des associés. Cette clause serait certainement contraire à la loi de 1867. Pour nous, bien que la question soit discutée, l'augmentation et la diminution du capital forment une clause indivisible. L'article 48 parle d'augmentation... *et* de diminution. Une société dont le capital serait susceptible d'augmentation ou de diminution seulement, ne serait donc pas régie par le titre III de la loi de 1867 (1).

(1) Sic THALLER, *op. cit.*, n° 819; Paul PONT, *op. cit.*, n° 1738, Lyon, 22 janvier 1872, D. P. 1872, 2, 375. L'hypothèse qui a

Par ces expressions « conventions contraires », la loi autorise seulement les statuts à limiter le droit de retraite, par exemple en stipulant en faveur de la société un délai de remboursement, ou bien en obligeant l'associé à faire connaître son départ un certain temps d'avance. Pourrait-on appliquer aux coopératives les dispositions des articles 1869 et 1870 du Code civil pour le cas où un associé quitterait la société dans des circonstances difficiles et afin de nuire à celle-ci ? La question fut posée lors de la discussion de la loi par M. Picard, et le rapporteur lui répondit qu'en présence des termes de l'article 52, on ne pouvait méconnaître l'intention du législateur de déroger aux articles 1869 et 1870 : « Mais, ajoutait-il, si plusieurs associés, par une sorte de

donné lieu à l'arrêt de la cour de Lyon était la suivante : Une société en commandite par actions s'était fondée pour la construction d'un édifice au capital de 200.000 francs. Les actions avaient été émises au taux de 50 francs. Un associé demandait la nullité de la société comme constituée contrairement aux prescriptions de l'article 1 de la loi de 1867, aux termes duquel le capital, lorsqu'il n'excède pas 200.000 francs, ne peut être divisé en actions de moins de 100 francs. La société, s'autorisant de ses statuts où il était dit que le capital pourrait être augmenté sans pouvoir être diminué, prétendait qu'étant à capital variable, elle avait pu, d'après l'article 49 émettre ses actions à 50 francs. La Cour de Lyon, sans s'arrêter à cette défense, a prononcé la nullité de la société. — Contra, LYON-CAEN et RENAULT, tome II, n° 1047 ; ALAUZET, n° 582.

coalition, c'est-à-dire par une fraude véritable pour jeter la société dans des embarras, se retireraient dans des conditions inopportunes, il pourrait y avoir lieu par les tribunaux d'appliquer les principes du droit commun (1) ». La preuve de la fraude serait-elle toujours bien facile ? C'est ce qu'il est permis de se demander.

Aux termes de l'article 52, 2°, tout membre d'une société coopérative peut aussi être exclu par suite d'un vote de l'assemblée générale. Ce droit d'exclusion, accordé à l'assemblée générale, est une exception remarquable au régime ordinaire des sociétés. Il se justifie d'ailleurs parfaitement par la nécessité de maintenir l'harmonie au sein d'une société où les membres doivent avoir les uns pour les autres une confiance réciproque, et d'en exclure tous ceux qui pourraient être une cause de division et de troubles. Ce droit d'exclusion n'existe d'ailleurs qu'autant qu'il a été stipulé formellement dans les statuts. L'exercice en est confié à l'assemblée générale. Celle-ci, dit l'article 52, 2°, « décide, à la majorité fixée pour la modification des statuts ». Si l'acte constitutif est muet sur ce dernier point, la délibération ne sera valable qu'en satisfaisant aux exigences de l'article 31, c'est-à-dire si l'assemblée générale réunit un nombre d'actionnaires représentant au

(1) *Moniteur*, 12 juin 1867.

moins la moitié du capital social. « On admet généralement que rien ne s'oppose à ce que les statuts accordent aux associés une garantie plus grande, en élevant encore le chiffre de la majorité nécessaire (1). » Cependant, un arrêt de la cour de Paris a décidé qu'il y avait une concordance nécessaire entre les deux majorités. (Paris, 30 juin 1898, *Journal des sociétés*, 1898, p. 425.) Certains arrêts ont aussi reconnu aux conseils d'administration le droit de prononcer, en cas d'urgence, la suspension temporaire d'un associé, sauf à faire ratifier cette décision par l'assemblée générale (2). C'est interpréter bien largement, ce nous semble, le texte de l'article 52, 2°.

Aux termes de l'article 54, la société à capital variable. « ne sera point dissoute par la mort, la retraite, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés; elle continuera de plein droit entre les autres associés ». Décider le contraire, c'eût été exposer les coopératives, qui groupent souvent un nombre considérable de membres, à de perpétuelles dissolutions. En tant qu'il s'applique aux sociétés par intérêts, l'article 54 constitue une

(1) LYON-CAEN et RENAULT. — II, n° 1040 bis. — Cass. Req., 31 octobre 1892. *Revue des Sociétés*, 1893, p. 10.

(2) Tribunal civil de Saint-Étienne, 8 août 1894, *Revue des Sociétés*, 1895, p. 363. Lyon, 19 mars 1897, *Journal des Sociétés*, 1898, p. 60.

dérogação à l'article 1865 du Code civil. Notre article ne tranche pas la question de savoir si la société pourra continuer avec les héritiers du défunt. Il s'en remet sur ce point aux statuts. Le plus souvent ceux-ci refusent aux héritiers un droit à la part de leurs auteurs, mais ils autorisent le transfert moyennant l'approbation de l'assemblée générale (1).

La retraite volontaire ou forcée d'un associé produit dans sa personne deux sortes d'effets : d'un côté, il acquiert le droit de réclamer la restitution de sa part sociale ; de l'autre, il continue à être tenu pendant cinq ans de toutes les obligations de la société au moment de sa sortie. La loi de 1867 est muette sur le premier point, mais les principes généraux du droit suffisent à justifier le droit pour l'associé de reprendre son apport. Que faut-il entendre par ce mot ? S'agit-il simplement du versement initial effectué par l'associé, ou bien de la part qui lui revient dans l'actif social existant à ce moment ? Point de doute qu'il faille adopter cette seconde manière de voir. L'associé pouvant être tenu, ainsi que nous le verrons dans un instant, de participer

(1) Cf. art. 40 des statuts de l'Union de Lille. « Le décès d'un sociétaire ne donne à ses héritiers ou représentants aucun droit à la part dont il était propriétaire ». Et l'article 47 : « La veuve d'un associé décédé pourra demander le transfert en son nom de la part d'intérêts ayant appartenu à son défunt mari. L'Assemblée générale sera seule juge de prononcer ou de refuser ce transfert. »

aux dettes, il n'est que juste qu'il prenne sa part dans les bénéfices. Nous ne saurions approuver la distinction faite par MM. Lyon-Caen et Renault qui, si l'associé se retire volontairement, décident qu'il n'a droit qu'à sa mise ; s'il est exclu par un vote de l'assemblée générale, lui attribuent la valeur actuelle de sa part sociale (1). Pourquoi favoriser ainsi l'associé exclu et réserver toutes ses sévérités à celui qui part librement ? Il est assez difficile de dire à quel moment on devra se placer pour apprécier la part qui appartient à l'associé démissionnaire ou exclu. La solution la plus équitable serait évidemment de liquider les droits de l'associé à l'époque où il a cessé de faire partie de la société ; mais cette liquidation nécessiterait souvent un travail considérable ; on a donc généralement trouvé plus simple de s'en remettre soit à l'inventaire précédent, soit à l'inventaire suivant. Il est évident que le procédé est défectueux, puisque dans un cas l'associé ne touchera pas les bénéfices ou ne supportera pas les pertes résultant des opérations auxquelles il a pris part, tandis que dans l'autre cas il pourra, au contraire, tirer profit ou éprouver un préjudice d'opérations auxquelles il aura été étranger.

L'associé qui, volontairement ou non, quitte la société, reste, conformément aux principes généraux

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n° 1.040.

du droit, tenu pendant un certain temps, soit envers la société, soit envers les tiers, des obligations existant à sa charge à ce moment. Mais par une disposition bienveillante de la loi, les dettes dont il pourra être ainsi tenu aux termes de l'article 52, 3°, se prescriront par un délai de 5 ans. A-t-on voulu étendre à notre hypothèse la prescription introduite par l'article 64 au profit des associés non liquidateurs ? Il n'est guère possible de le dire. Le texte en tout cas est formel. Quant aux doutes qu'on a pu élever sur l'utilité de ce recours contre des associés le plus souvent insolvable, et dont il ne sera pas toujours facile de retrouver les traces, ils sont assurément fondés. En droit, le recours n'en reste pas moins équitable : que les droits de l'associé aient été liquidés sur des bases inexactes, ou que par exemple on ait découvert postérieurement à sa charge des fautes commises en qualité d'administrateur.

Un dernier article complète la série des dispositions par lesquelles la loi de 1867 a réglementé la variabilité du capital dans nos sociétés. C'est l'article 62 (placé dans le titre IV) aux termes duquel sont dispensés de la formalité du dépôt et de l'insertion les actes constatant une modification soit du personnel, soit du capital. De toutes les faveurs accordées par la loi de 1867 aux coopératives, celle-ci est peut-être la plus précieuse. C'est elle qui a permis à ces sociétés de fonctionner légalement et

sans entraves. C'est elle, on peut le dire, qui constitue la clef de voûte du régime instauré par le législateur de 1867.

Aux différents articles du titre III que nous venons de citer comme s'appliquant indistinctement à toutes les formes de sociétés coopératives, certains auteurs (1) ont ajouté les alinéas 1 et 2 de l'article 51, ainsi conçus : « Les statuts détermineront une somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit par les reprises des apports autorisées par l'article 48. Cette somme ne pourra être inférieure au dixième du capital social. » Nous croyons au contraire que les deux premiers alinéas de l'article 51, aussi bien que le troisième visent uniquement les sociétés par actions. Cela ressort pour nous d'une façon certaine des travaux préparatoires. L'examen de ceux-ci prouve que les articles 49, 50 et 51 avaient pour but d'entourer les sociétés par actions à capital variable de toute une série de dispositions rigoureuses, capables d'empêcher le retour des scandales occasionnés antérieurement à la loi de 1856 par « la fièvre des commandites », M. Émile Ollivier l'a dit d'ailleurs formellement à la séance du 8 juin : « Je répète que les articles 49, 50 et 51 *ne s'appliquent absolument qu'aux sociétés dans lesquelles il y aura division du capital en actions* ». (2)

(1) Voir notamment LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*

(2) *Moniteur*, 9 juin 1867, p. 711.

Mais il est temps que nous abordions cette seconde catégorie de dispositions de la loi de 1867 ; celles qui concernent exclusivement les sociétés par actions (commandite, société anonyme).

« De ces dispositions spéciales se dégagent avec beaucoup de netteté, les deux sentiments qui ont animé le législateur : sentiment de bienveillance qui se traduit par les facilités accordées pour la création des sociétés coopératives ; sentiment de prudence qui entoure les faveurs de réserves propres à écarter les abus (1). »

D'où deux catégories de mesures : les unes de faveur, les autres restrictives.

La première faveur accordée aux coopératives par la loi de 1867 consistait dans l'abaissement du taux minimum des actions. Celui-ci pouvait être abaissé jusqu'à 50 francs (article 50, 1^o). On facilitait ainsi l'accès des sociétés coopératives aux bourses les plus modestes. Mais depuis la loi de 1893, qui a réduit à 25 francs le taux minimum des actions, lorsque le capital n'excède pas 200.000 francs, les coopératives ont cessé à ce point de vue d'être privilégiées.

Il leur reste une seconde faveur : aux termes de l'article 51, 3^o « la société est définitivement constituée après le versement du dixième ». On sait que

(1) TREMEREL. — *Des sociétés coopératives de consommation à l'étranger et en France*, p. 217.

pour toute société par actions, la loi exige d'ordinaire un versement du quart. Comment interpréter l'article 51 3° ? D'après tous les auteurs, il voudrait dire qu'à la différence de ce qui a lieu pour toute société ordinaire, il suffirait que le $\frac{1}{10}$ du capital soit versé dans la caisse sociale, quelle que soit la proportion dans laquelle il a été fourni par chaque actionnaire. En réalité, si le texte de l'article 51, 3°, prête à ambiguïté, l'intention du législateur ressort nettement des travaux préparatoires, et, plusieurs orateurs l'ont dit expressément au cours de la discussion, ce qu'on a voulu exiger c'est bien le versement du $\frac{1}{10}$ de chaque action ; « ne suffit-il pas d'abaisser jusqu'à 50 fr. le minimum de l'action, avec versement obligatoire du $\frac{1}{10}$? N'y a-t-il pas là l'équivalent d'une action de 5 fr. ? » (Rapport de M. Mathieu). — Et le ministre du commerce employait la même formule dans son discours du 8 juin. « 50 francs avec le versement d'un $\frac{1}{10}$, c'est-à-dire 5 francs... » (1). Nous croyons donc, avec M. Thaller (2), et contrairement à l'opinion dominante, que le législateur a bien entendu imposer la libération du $\frac{1}{10}$ de chaque action.

A côté des faveurs que la loi de 1867 accordait aux sociétés coopératives par actions, cette même loi, dans ses articles 49, 50 et 51, édictait plusieurs

(1) *Moniteur*, 9 juin 1867, p. 711.

(2) THALLER. — *Op. cit.*, n° 824.

dispositions restrictives en vue d'empêcher ces sociétés de se soustraire au droit commun des sociétés par actions. Passons-les en revue rapidement.

C'était tout d'abord (article 49, 2^o) la limitation du capital initial à 200.000 francs. Cette mesure avait pour but d'empêcher de grandes sociétés financières ou industrielles de se constituer à capital variable et de duper ainsi plus facilement la petite épargne par des retraits précipités. L'article 49, 2^o, autorise d'ailleurs les sociétés à capital variable à augmenter chaque année leur capital par une délibération spéciale, d'une somme qui ne pourra être supérieure à 200.000 francs.

Une autre disposition prévoyait au contraire l'hypothèse de diminution du capital social et sauvegardait les droits des tiers. Aux termes de l'article 51 « les statuts détermineront une somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit par les reprises des apports. Cette somme ne pourra être inférieure au 1/10 du capital social.

Enfin pour éviter toute spéculation possible sur les actions émises par les coopératives, la loi leur imposait, même après libération, le caractère nominatif (article 50, 1^o) et n'en autorisait la négociation que par voie de transfert (article 50, 3^o).

La loi ne parlant que de *négociation*, on a voulu en conclure que la *cession* par les modes ordinaires du

droit civil restait toujours permise (1). Mais, ainsi que l'a fait remarquer M. Bédarride, cette interprétation se heurte et au texte de l'article 50 — lequel est limitatif — et à son esprit. « Ce que la loi s'est proposée, dit cet auteur, c'est d'empêcher l'introduction dans la société d'associés dont la personnalité, dont l'inaptitude ou l'incapacité, serait pour elle une menace et un danger permanents. Or, à ce point de vue, qu'importe que la transmission s'accomplisse commercialement ou civilement ? Le danger serait le même dans les deux cas... » (2). C'est d'ailleurs l'opinion de la majorité des auteurs (3).

Telles sont, brièvement résumées, les principales dispositions de la loi de 1867 concernant les sociétés coopératives. Quels sont les avantages et les inconvénients du régime qu'elle introduisait ainsi ? C'est ce que la pratique de la loi a pu seule faire sentir. Si l'on consulte les faits, ils témoignent par le grand nombre de sociétés coopératives créées depuis plusieurs années, que l'œuvre faite en 1867 était une œuvre libérale et dont les coopérateurs auraient grand tort de se plaindre. Si l'on écoute ces derniers, on entend formuler par eux des critiques fort vives contre la législation actuelle et leurs revendications

(1) RIVIÈRE, *Commentaire de la loi de 1867*, n° 335.

(2) BÉDARRIDE, *Commentaire de la loi de 1867*, n° 554.

(3) Voir notamment Paul PONT, *op. cit.*, n° 1751 ; TREMEREL, *op. cit.*, p. 221.

ont trouvé leur expression dans le projet déposé au Parlement il y a quelques années sur les sociétés coopératives. Ce projet a échoué après de multiples péripéties et les coopérateurs auraient tort de s'en plaindre, car dans sa forme dernière, il n'apportait aux coopératives qu'un régime moins libéral que le régime actuel. Il garde néanmoins quelque intérêt rétrospectif et notre travail ne serait pas complet si nous ne lui consacrons quelques pages rapides. Mais auparavant, pour terminer notre étude juridique des sociétés coopératives de consommation, nous avons encore un mot à dire du régime fiscal de ces sociétés. Il soulève plusieurs questions intéressantes sur lesquelles les tribunaux ont plus d'une fois été appelés à se prononcer.

CHAPITRE VII

Régime fiscal des sociétés coopératives de consommation.

La question du régime fiscal des sociétés coopératives de consommation a soulevé à maintes reprises, entre partisans et adversaires de ces sociétés, les discussions les plus passionnées.

Cette question a même pris une telle importance aux yeux de certains coopérateurs qu'il n'est pas exagéré de dire que, dans leur esprit, elle n'a pas tardé à absorber toutes les autres. Si l'on parcourt les documents publiés dans les organes du parti coopératiste, les discours prononcés dans ses congrès, on s'aperçoit bien vite que tout ce qu'on y

écrit ou tout ce qu'on y dit s'inspire de cette préoccupation prédominante : soustraire les coopératives aux charges fiscales qui frappent les commerçants ordinaires (1). Et voilà pourquoi, ainsi que nous le faisons remarquer tout à l'heure, les coopérateurs ont toujours mis tant d'obstination à vouloir démontrer que les sociétés de consommation — du moins celles qui ne font d'affaires qu'avec leurs membres — sont de simples sociétés civiles.

Quant à nous, nous avons examiné la question au point de vue théorique et sans le moindre parti pris pour ou contre les coopératives. Nous avons prouvé que les coopératives de consommation étaient bien dans toutes les hypothèses de véritables sociétés commerciales. Il nous reste maintenant à faire l'application de ces principes. Examinons donc quels sont dans notre droit les impôts qui atteignent spécialement les commerçants, et voyons s'il convient d'en réclamer le paiement aux coopératives de consommation.

(1) Nous devons faire exception pour certains théoriciens du parti coopératiste. M. Ch. Gide en particulier. Celui-ci, à plusieurs reprises, a déclaré qu'il ne comprenait point l'obstination mise par les coopérateurs à se soustraire aux charges fiscales supportées par les commerçants ordinaires, et il est d'avis que le jour où les coopératives rentreraient, au point de vue fiscal, dans le droit commun, elles cesseraient de prêter le flanc aux récriminations du petit commerce et verraient du même coup leur popularité s'accroître dans une grande proportion.

Nous rencontrons tout d'abord l'impôt des *patentes*, celui qui a donné lieu aux polémiques les plus vives. Cet impôt est établi par l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1880. Cet article — sans nous donner une définition de la patente — se contente de dire que « tout individu français ou étranger, qui exerce en France un commerce, une industrie, une profession... est assujetti à la contribution des patentes. » Les sociétés de consommation rentrent-elles dans les termes de cet article ? Les coopérateurs répondent négativement. Ces sociétés, disent-ils, n'exercent ni un commerce ni une industrie, ni même une profession, car celui-là seul exerce une profession qui offre ses services moyennant salaire. Or, le service que la coopérative rend à ses membres est essentiellement gratuit. Nous pensons au contraire qu'il y a lieu d'exiger la patente de toute coopérative, celle-ci, — nous l'avons démontré dans notre chapitre IV — étant toujours, qu'elle vende ou non au public, une société commerciale. Ajoutons que la solution que nous adoptons n'a pas seulement pour elle le texte de la loi, mais qu'elle est la seule équitable. On l'a souvent répété, soustraire les coopératives à l'obligation de payer la patente, c'est non seulement instituer un régime de faveur pour une catégorie spéciale de commerçants, mais c'est créer une classe de consommateurs privilégiés et violer le principe de l'égalité de tous devant l'impôt. Et qu'on n'aille

pas dire que les « commerçants sont mal venus à se prévaloir de ce qu'ils font payer l'impôt qu'ils doivent par les consommateurs pour y soumettre tous les consommateurs », et que « l'impôt de la patente est souvent supporté véritablement par celui-là même qu'il frappe : l'avocat, le médecin, par exemple » (1). Il est bien certain que toutes les fois qu'on achète une marchandise, et toutes les fois qu'on plaide, on paie une partie de sa patente soit au commerçant, soit à l'avocat. Si par un procédé quelconque la loi vient exempter une catégorie de consommateurs de l'obligation de payer cette patente, qui pourra contester qu'elle institue en leur faveur un véritable régime de privilège ?

La jurisprudence, après avoir subi quelques hésitations, paraît avoir adopté sur la question des patentes le système suivant. Pour qu'une coopérative soit exemptée de la patente, elle exige trois conditions : 1° *Que la société ne vende qu'à ses membres* (Cons. d'Etat, 3 janvier 1881. D. P. 1882. 3. 25). Les tribunaux assujettissent d'ailleurs la coopérative à la patente, même lorsqu'elle ne vend qu'aux associés, s'il paraît prouvé qu'on a cherché par une combinaison quelconque à donner l'apparence de sociétés à des personnes n'ayant pas effectivement ce caractère. C'est ainsi par exemple qu'elle a

(1) LECAISNE, *op. cit.*, p. 99.

imposé la patente dans les hypothèses suivantes : associés ne versant qu'un droit d'entrée d'un franc (Conseil d'État, 14 février 1873. — Conseil d'État, 4 mars 1899, D., 1900, 3, 64). Sociétaires agrégés moyennant une taxe d'entrée d'un franc et un versement annuel de trois francs (Conseil d'État, 3 janvier 1881, D. P., 1882, 3, 55). — Sociétaires ayant droit aux bonis moyennant un simple droit d'entrée de 0 fr. 25 (Conseil d'État, 3 janvier 1881, D. P., 1882, 3, 55). — Sociétaires agrégés moyennant un droit d'entrée d'un franc et l'acquisition d'une action de 5 francs rapportant 2 % (Conseil d'État, 22 février 1900, D. P., 1901, 3, 33).

2° *Que les achats soient faits exclusivement pour l'usage personnel des coopérateurs, en dehors de tout objet commercial.* — La jurisprudence reconnaît dans ce cas aux opérations de la coopérative le caractère commercial, par application de la théorie de l'accessoire (Conseil d'État, 16 mars 1895, D. P., 1896, 3, 31. — Conseil d'État, 27 mai 1898, D. P., 1899, 3, 88).

3° *Que les bénéfices faits par la coopérative soient distribués intégralement entre les sociétaires, au prorata de leurs achats* (Conseil d'État, 28 septembre 1891, D. P., 1893, 3, 15. — Conseil d'État, 26 janvier 1895, D., 1896, 3, 8). La jurisprudence a fait notamment application de ce principe dans plusieurs hypothèses où une part des bénéfices était

remise aux membres du conseil d'administration (Conseil d'État, 27 mai 1898, D., 1899, 3, 88. — Conseil d'État, 4 mars 1899, D., 1900, 3, 51. — Conseil d'État, 23 février 1900, D., 1901, 3, 33); ou distribuée aux actionnaires (Conseil d'État, 16 mars 1895, D., 1896, 3, 31. — 28 novembre 1891, D. P., 1893, 3, 15). De même dans un cas où une partie des bénéfices réalisés ($\frac{1}{5}$ ^{me} dans l'espèce) était affectée à des institutions de prévoyance ou d'assistance gérées par la société (Conseil d'État, 26 janvier 1895, D., 1896, 3, 8). Remarquons que si cette jurisprudence était toujours appliquée, la plupart des coopératives de consommation socialistes qui prélèvent généralement une part assez importante de leurs bénéfices, soit pour la propagande, soit pour des caisses de secours, n'échapperaient pas, comme elles le font actuellement, à l'obligation de payer patente.

Les coopératives sont-elles soumises aux droits spéciaux imposés aux débitants de boissons ? Ces droits, sous l'empire de la loi du 28 avril 1816, consistaient, on le sait, en un droit de licence et en un droit de détail. Le droit de détail a été supprimé par la récente loi du 29 décembre 1900 sur le régime des boissons. Quand au droit de licence, il reste soumis à l'article 171 de la loi de 1816, laquelle y astreint tous les *fabricants* et *débitants* de boissons. Les coopératives doivent donc payer une licence quand

elles veulent faire le commerce des boissons. Ainsi l'a décidé notamment la Cour de Cassation par arrêt du 20 juin 1873 (D. P., 1873, 1-392). Le taux des licences a été modifié par l'article 1 de la loi du 29 décembre 1900. Aux termes de cet article « les commerçants de boissons, qui ne seraient pas passibles de la patente, sont pour l'application de la licence, classés par assimilation d'après la nature de leurs opérations ». Tel est dans l'état de notre jurisprudence, le cas des sociétés coopératives.

Il est enfin une dernière taxe dont l'application aux sociétés coopératives a soulevé de très vives difficultés entre ces sociétés et l'administration de l'enregistrement : nous voulons parler de la taxe sur les valeurs mobilières établie par la loi du 29 juin 1872 et modifiée par les lois du 1^{er} décembre 1875 et du 26 décembre 1890. Cette taxe frappe non plus les commerçants, mais les intérêts, dividendes et tous autres produits des actions de toute nature. Les sociétés coopératives consentirent à payer la taxe sur le montant des intérêts servis aux obligataires ou alloués aux associés pour leurs apports, mais elles se refusèrent à la payer sur les dividendes répartis en fin d'exercice entre les associés proportionnellement à leurs achats. Elles prétendaient que ces dividendes ne constituaient pas en réalité des bénéfices, mais des trop perçus auxquels il était impossible de recon-

naître le caractère de revenus. Les coopérateurs obtinrent une demi-satisfaction dans la loi du 1^{er} décembre 1875. Cette loi dispose, par son article 2, que la taxe sur les valeurs mobilières ne s'applique pas « aux parts d'intérêts, dans les sociétés de toute nature, dites de coopération, formées exclusivement entre des ouvriers ou artisans au moyen de leurs cotisations périodiques. »

Il résulte des termes de cet article que l'exemption n'est accordée qu'aux parts d'intérêts et n'est pas applicable par conséquent aux sociétés coopératives par actions. C'est ce qui a été reconnu relativement à une société coopérative par actions formée entre cochers. (Décision du 7 avril 1887. *Journal de l'enregistrement*, article 22. 989). Mais il faut pour cela que la société soit « formée exclusivement entre ouvriers et artisans. » Si l'un quelconque des membres avait une qualité différente, l'association rentrerait sous l'empire du droit commun. Ainsi a-t-il été décidé pour une société de panification dont toute personne indistinctement était admise à faire partie. (Solution de l'Enregistrement, 4 mai 1882 ; Dalloz, *Suppl. V^o valeurs mobilières*, n° 30).

Il faut enfin signaler une décision de l'administration de l'Enregistrement du 5 mai 1882, qui exempte de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières les dividendes distribués à ses membres par

une coopérative de boucherie, les sommes ainsi distribuées ne pouvant représenter que des restitutions et ne constituant pas des bénéfices. (Décision du 5 mai 1882. D. P., 1883. 3. 128).

CHAPITRE VIII

Projets de réforme.

Il nous reste, pour terminer notre étude, à dire quelques mots des projets de réforme des sociétés coopératives, discutés dernièrement à la Chambre et au Sénat.

Ainsi que nous l'avons dit tout à l'heure, la loi de 1867 — si libérale qu'elle soit — est l'objet de critiques fréquentes de la part des partisans les plus convaincus des sociétés coopératives.

Ceux-ci formulent contre elles plusieurs griefs :

1° Les formalités exigées par la loi pour la constitution d'une société seraient trop onéreuses. « Bien que la loi de 1867 n'exige pas positivement la rédac-

tion d'un acte notarié, et qu'elle se contente d'un acte sous seing privé en double original (1), les formalités sont telles qu'il est presque impossible, et qu'en tout cas il serait fort imprudent, de se passer du ministère d'un notaire. D'ailleurs, quand les sociétés de production veulent traiter avec une administration publique, celle-ci exige toujours la production d'un acte notarié. Il y a aussi des frais de publicité, annonces légales dans les journaux, etc... De là des frais qui varient de 400 à 700 francs (2). »

Toutes ces observations sont exactes ; mais il convient de remarquer qu'elles supposent une coopérative constituée sous la forme anonyme. Or, nous avons déjà dit que le régime de l'anonymat n'est nullement obligatoire pour les coopératives, ainsi que beaucoup se l'imaginent.

2° Le chiffre des actions est trop élevé. Bien qu'il ait été abaissé de 500 francs à 50 francs, puis à 25 francs, par la loi de 1893 sur les sociétés, ce chiffre serait, dit-on, encore trop considérable pour l'épargne d'un ouvrier. Mais il ne faut pas oublier que la loi n'exige pour les sociétés coopératives qu'un versement du dixième. Or, quel est l'ouvrier

(1) « Au reste, ajoute-t-on, si la loi n'exige pas la forme authentique pour l'acte de société proprement dit, elle l'exige positivement pour constater que le capital a été versé effectivement. »

(2) Ch. GIDE. — *La Coopération*, p. 123.

qui, désirant entrer dans une société coopérative, ne trouverait pas la somme de 2 francs 50 nécessaire pour effectuer le versement du dixième sur une action de 25 francs ?

3° « En sens inverse, les associations de production se plaignent du chiffre trop réduit imposé au capital social initial, 200.000 francs. » Mais ici encore, il faut se rappeler que ce capital peut être augmenté d'une somme égale au bout d'une année par un vote de l'assemblée générale.

Quoi qu'il en soit, fondés ou non, tels étaient les griefs formulés par les coopérateurs contre la loi de 1867. Une occasion favorable de les faire valoir ne tarda pas à s'offrir à eux.

Le 16 juillet 1888, le Gouvernement — en la personne de M. Floquet, alors président du Conseil — déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi sur les sociétés coopératives. Ce projet était détaché d'un autre projet plus vaste qui préparait une réforme complète de notre législation sur les sociétés. Le projet Floquet ne concernait d'ailleurs que les seules coopératives de production.

Une enquête ouverte en 1883, par M. Waldeck-Rousseau sur les meilleurs moyens à employer pour « faciliter aux associations ouvrières leur admission aux adjudications et soumissions des travaux de l'Etat », enquête qui s'était prolongée jusqu'en 1888, avait révélé que ces associations

trouvaient difficilement du crédit. Le Gouvernement persuadé que la seule forme légale reconnue par la loi de 1867 pour les sociétés coopératives était la forme anonyme à capital variable, crut qu'il ne pouvait mieux faire que de leur accorder la faculté de se constituer avec un capital fixe. Le projet offrait donc aux coopérateurs le choix entre deux formes de sociétés : l'une à capital fixe, l'autre à capital variable. « En réalité, bien loin d'être une faveur pour les sociétés coopératives, le projet Floquet constituait une entrave très grande », puisqu'à la place de la très grande liberté dont jouissaient les coopératives, il contraignait celles-ci d'adopter l'un ou l'autre des deux types proposés. On ne peut s'empêcher de signaler pour sa bizarrerie un article de ce projet, l'article 20, d'après lequel les sociétés à capital variable ne pouvaient être formées pour plus de cinq ans. On justifiait ainsi cette étrange disposition : « La société à capital variable est essentiellement mobile. Elle se forme aisément et se dissout de même. Il vaut mieux n'assurer qu'une brève durée à une convention aussi peu stable, la situation est plus nette. »

Le projet Floquet fut soumis d'abord à la commission de la Chambre ; celle-ci s'apercevant qu'il ne faisait aucune place aux sociétés de consommation, se contenta d'y insérer un titre nouveau sur ces sociétés. A la grande satisfaction des coopérateurs, on y reconnaissait à ces sociétés le caractère

civil en même temps qu'on les exemptait de la patente et de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. De la Chambre, le projet sur les coopératives passa au Sénat ; il y fut l'objet d'un long examen de la part de la commission ; enfin, deux ans après, celle-ci déposait son rapport (22 avril 1892). Le projet était encore modifié : on supprimait le type de coopérative de production à capital fixe, cette forme étant « contraire à l'essence de la coopération ». On supprimait la limitation du capital demandée par les coopérateurs, mais par contre on limitait à cinq mille francs la part de chaque associé. Enfin on tentait dans l'article 1^{er} une définition de la coopération « association de personnes participant à une œuvre commune, en vue d'obtenir dans de meilleures conditions les choses nécessaires à la vie, de réaliser une épargne, ou de tirer un meilleur parti de leurs ressources ou de leur travail ».

Pendant quatre années, le projet, ainsi amendé, passa d'une Chambre à l'autre, modifié à chaque voyage sur quelque point de détail. La question qui souleva les plus vives discussions est celle des patentes. C'est elle qui fut la cause de son échec. Le 13 mars 1896, par 143 voix contre 89, le Sénat adoptait un amendement de M. Nioche, ainsi conçu : « Les sociétés coopératives, comme tous les commerçants et toutes les sociétés commerciales, seront soumises à tous les impôts et droits fiscaux sans

aucune exception. » A la suite de ce vote, M. Lourties, rapporteur de la commission, donna sa démission ; quant aux porte-paroles des coopératives, ils n'insistèrent plus pour le vote de la loi, comme si, les faveurs fiscales supprimées, la loi n'avait plus eu pour eux de raison d'être.

La question de la soumission à la patente des coopératives de consommation s'est posée de nouveau récemment devant la commission des patentes chargée de réviser, tous les cinq ans, les tableaux annexés à cette loi. La commission du Sénat a adopté, au mois d'avril 1900, un nouvel amendement de M. Nioche, conçu dans le même sens, et propose de modifier ainsi l'article 11 de la loi du 15 juillet 1880 : « Les sociétés coopératives de consommation et les éconòmats, lorsqu'ils possèdent des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou la livraison des denrées, produits ou marchandises, sont passibles des droits de patente au même titre que les sociétés ou particuliers exerçant des professions similaires. » La commission de la Chambre exemptait au contraire les coopératives de la patente, lorsqu'elles remplissaient les cinq conditions suivantes :

- 1° Être constituées régulièrement ;
- 2° Être administrées gratuitement ;
- 3° Vendre exclusivement à leurs associés ;
- 4° N'admettre que des associés dont la contri-

bution personnelle-mobilière, en ce qui concerne la part de l'État, ne dépasse pas 20 francs ;

5° Répartir les bonis entre les associés.

La commission du Sénat ne veut faire aucune distinction. « Votre commission, dit le rapporteur, M. Gauthier, s'est rappelée qu'elle avait à trancher non pas une question d'humanité, mais une question fiscale ; elle a jugé que l'acte en vertu duquel est due la patente, n'est nullement constitué par le fait qu'une société coopérative de consommation ou un économat ont des *statuts* plus ou moins réguliers, sont administrés plus ou moins gratuitement et n'admettent que des associés payant plus ou moins de 20 francs de contribution personnelle-mobilière, mais que *cet acte est constitué par le fait que ces sociétés coopératives ou économats possèdent des magasins et des boutiques où ils reçoivent habituellement, emmagasinent, manipulent et vendent toutes sortes de denrées, produits et marchandises.*

» *L'achat au comptant ou à terme de grandes quantités de marchandises, leur emmagasinement de longue durée avec les aléas, déchets et détériorations qu'il comporte, leur vente à un prix supérieur au prix d'achat, constituent véritablement l'acte commercial qui rend celui qui l'accomplit, société coopérative, économat ou simple commerçant, passible de la patente* » (1).

On ne saurait mieux dire.

(1) Rapport Gauthier, Sénat, 1900. *Annexe* n° 141, p. 45.

CONCLUSION

Les conclusions de cette étude en ressortent assez clairement d'elles-mêmes pour qu'il soit inutile de les développer longuement.

Nous avons recherché d'abord la nature juridique des coopératives de consommation, et il nous est apparu que les coopératives constituaient de véritables sociétés, et qui plus est, des sociétés commerciales. Contrairement à ce qu'on enseigne généralement, nous croyons, — et nous espérons l'avoir prouvé, — que ces sociétés ne se contentent pas d'éviter un préjudice à leurs membres, de les indemniser d'une perte, mais qu'elles réalisent de vrais *bénéfices*.

Nous en avons conclu que les coopératives sont soumises en tous points au régime des sociétés

commerciales : compétence commerciale, faillite, livres de commerce, patente, etc.

Actuellement, les coopératives ne craignent pas d'invoquer ou de répudier la qualité de société commerciale, selon qu'elles y trouvent ou non un avantage : S'agit-il d'éviter l'impôt de la patente, elles proclament bien haut qu'elles ne sont nullement des sociétés commerciales : Comment le seraient-elles ? Elles ne font pas de bénéfices. Veut-on les mettre en faillite, ou s'agit-il pour elles de solliciter le bénéfice de la liquidation judiciaire, elles oublient qu'elles ont répudié tout caractère commercial, et nous voyons, en effet, journellement dans les publications judiciaires l'annonce de la mise en faillite ou en liquidation de sociétés *civiles* coopératives de consommation. (Voir, par exemple, aux *Petites affiches de Paris* du 30 avril 1896 la déclaration de faillite de la Montmartroise, société coopérative *civile* anonyme de consommation, à personnel et capital variables — *Petites Affiches* du 22 décembre 1895 : faillite de la société anonyme coopérative dite « l'Economat populaire de l'alimentation. » — *Tribune de Grenoble* du 3 mars 1896 : liquidation judiciaire de l'Economie, société *civile* anonyme et coopérative de consommation). Il faut pourtant choisir : ou les sociétés coopératives sont des sociétés civiles, et alors comment peuvent-elles prétendre au bénéfice de la liquidation judiciaire ? Ou ce sont des sociétés com-

merciales, et dans ce cas, pourquoi les exempter des charges supportées par l'ensemble des commerçants : patente, livres de commerce, etc. ?

Nous pensons, pour notre part, que les sociétés coopératives de consommation sont toujours commerciales, même lorsqu'elles ne vendent pas à d'autres personnes qu'à leurs associés. Nous croyons donc que, dans l'état de notre législation, c'est sans aucun droit que la jurisprudence exempte ces sociétés de la patente. Qu'on nous permette d'ajouter que c'est aussi contrairement à toute équité. Nous ne croyons pas en disant cela prendre parti dans le débat soulevé entre coopérateurs et petits commerçants : nous constatons simplement qu'en réclamant aux uns un impôt dont sont exemptés les autres, on viole l'égalité et on rend aux petits commerçants toute concurrence impossible.

Notre étude nous a conduit ensuite à examiner les principales dispositions de la loi du 24 juillet 1867 applicables aux sociétés coopératives. Cette loi nous apparaît aussi libérale qu'on peut le désirer : elle laisse aux coopérateurs la faculté de choisir entre les différents types de sociétés celui qui leur convient le mieux ; elle ne leur impose même pas, ainsi qu'on le croit volontiers, la clause de variabilité du capital. Où trouver un régime plus libéral ? Nous ne sommes donc pas de ceux qui réclament pour les coopératives une législation spéciale. Nous voyons bien ce

que les coopératives y perdraient ; nous voyons moins ce qu'elles pourraient y gagner. Les coopérateurs de 1865 étaient mieux avisés que les coopérateurs d'aujourd'hui, lorsque consultés par le gouvernement sur le projet de loi relatif aux sociétés coopératives, ils lui répondaient qu'ils n'avaient nullement besoin d'une loi spéciale et que le droit commun leur suffirait.

Quant aux critiques de détail qu'on a pu faire à la loi de 1867, elles sont peu importantes. On a demandé notamment la suppression de l'article 49, 1°, qui limite à 200.000 francs le capital initial des sociétés à capital variable. Cette limitation, dit-on, est une entrave à la création des grandes coopératives. L'objection peut être fondée dans une certaine mesure en ce qui concerne les coopératives de production s'appliquant à la grande industrie ; mais quelle est la coopérative de consommation qui, du premier coup, s'est formée avec un capital de 200.000 francs, et est-ce que toutes ces sociétés, au contraire, n'ont pas débuté avec un capital très modeste ?

On se plaint aussi que l'obligation, pour les fondateurs de coopératives, de recourir au ministère d'un notaire, lorsqu'ils adoptent la forme par actions, grève lourdement et inutilement le budget de ces sociétés au moment de leur constitution. Mais la garantie qui résulte pour les tiers de l'intervention de cet officier ministériel est-elle chose négligeable,

et pourquoi d'ailleurs dispenserait-on les coopératives d'une formalité imposée par la loi à toutes les sociétés par actions ?

La loi du 1^{er} août 1893 est venue donner satisfaction à ceux des coopérateurs qui réclamaient l'abaissement au-dessous de 50 francs du taux minimum des actions. Depuis la loi nouvelle, le taux minimum des actions a été fixé à 25 francs pour les sociétés dont le capital n'excède pas 200.000 francs, ce qui est le cas des coopératives. La loi de 1867 n'imposant à ces sociétés qu'un versement initial d'un dixième sur chaque action, il en résulte que n'importe qui peut aujourd'hui, moyennant la minime somme de 2 francs 50, entrer dans une coopérative de consommation. Est-il possible de se montrer plus libéral ?

Telles sont les critiques qu'on a pu élever contre la loi de 1867. Nous ne croyons pas que, même chez les coopérateurs les plus convaincus, on en ait jamais formulé d'autres, et qu'il se soit trouvé quelqu'un pour demander, par exemple, au nom de la liberté des coopératives, la suppression de l'interdiction des actions au porteur, ou de la défense de réduire le capital social au-dessous d'un certain minimum. Admettre la forme d'action au porteur dans les sociétés à capital variable, ce serait supprimer le droit de contrôle de la société sur ses membres, ouvrir un champ nouveau et particulière-

ment large à la spéculation ; et quant à autoriser les associés à réduire sans limite le capital social par leurs démissions ou leurs retraits, ce serait enlever toute sécurité aux tiers et ruiner du même coup le crédit de la société.

Il faut donc le reconnaître, la loi du 24 juillet 1867 ne mérite point tous les reproches formulés contre elle par les partisans de la coopération. Cette loi est sage, libérale, et la meilleure preuve qu'elle n'entrave point, ainsi qu'on se plaît à le dire, l'extension des coopératives dans notre pays, c'est que — comme nous le disions tout à l'heure — depuis vingt ans ces sociétés se sont développées en France d'une façon très sensible. Nous ne regrettons point par conséquent l'échec du projet Floquet : tel qu'il était, il se trouvait être beaucoup moins libéral pour les coopératives que la loi actuelle ; de plus, c'était un projet de loi d'exception, or si sympathique que nous soyons à toutes les réformes inspirées par le souci des intérêts de la masse ouvrière, nous ne sommes point de ceux qui pensent que ces réformes doivent être réalisées au moyen de lois d'exception. Nous avons, depuis quelque temps, en France une tendance fâcheuse à solliciter du Pouvoir des régimes de faveur pour telle ou telle catégorie de personnes, telle ou telle catégorie d'intérêts. Il n'est peut-être pas de pays où l'on tienne plus à l'égalité entre citoyens et où en même temps on demande aussi

volontiers à l'Etat de violer cette égalité par des mesures d'exception au profit des uns ou des autres. Que les coopérateurs sachent se contenter du droit commun à l'ensemble des citoyens. Moins que tous autres ils ont le droit de réclamer du Pouvoir un régime de faveur, puisqu'ainsi qu'ils le déclarent dans leurs discours, c'est de l'effort individuel, de l'initiative de chacun des membres qu'ils attendent la réalisation de leur programme et l'expansion de l'idée coopératiste !

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,

L. DEBRAY.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION	7
CHAPITRE I ^{er} . — Aperçu historique sur le développement des Sociétés de consommation en France.....	13
CHAPITRE II. — Définition de la Coopération et de la Société coopérative	25
CHAPITRE III. — La Coopérative de consommation est-elle une société ?	37
CHAPITRE IV. — Les Coopératives de consommation sont-elles des Sociétés commerciales ?	53
CHAPITRE V. — Les Sociétés coopératives sous le régime antérieur à la loi de 1867 ..	67
CHAPITRE VI. — Les Sociétés coopératives et la loi du 24 juillet 1867.....	81
CHAPITRE VII. — Régime fiscal des Sociétés coopératives de consommation	101
CHAPITRE VIII. — Projets de réforme	110
CONCLUSION	117

